

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

MARDI 15 MARS 1977
N° 400 1,50 F

Belgique 15 FB
Commission paritaire 56942

Elections municipales

RÉSULTATS DÉFINITIFS ET
COMMENTAIRES
POLITIQUES

Voir p.2 p.3 p.4

Municipales

Après les municipales l'impasse électorale

Ces élections municipales n'auront guère fait que confirmer les grandes lignes de la situation dans laquelle se trouvent les partis bourgeois. La coalition du programme commun a montré qu'elle est en position de prétendre remporter les élections législatives prochaines, sans pour autant bénéficier d'un raz-de-marée : depuis 1974, les déplacements de voix sont assez minces en sa faveur. D'où un difficile équilibre entre «majorité» et opposition.

Par ailleurs, les deux grandes tendances de la droite se retrouvent sur un match nul : d'un côté, Chirac a recueilli suffisamment de voix parmi les réactionnaires les plus déterminés pour battre nettement d'Ornano à Paris. De l'autre, ses partisans subissent de graves revers en province, où les républicains indépendants de Giscard ont eu moins de pertes.

Enfin, la situation à l'intérieur de l'union de la gauche reste inchangée : l'unité électorale réalisée dans de nombreuses villes ne doit pas cacher l'importance de celles où les révisionnistes et socialistes se sont livrés une bataille acharnée. Plus qu'une question de simple équilibre, c'est les perspectives divergentes de société bourgeoise qui se sont traduites de cette manière.

Le résultat est que le parti socialiste n'a, pour l'instant, d'autre choix que de maintenir son union avec le PCF, au moins pour une période : les avances de Giscard dans cette direction sont vouées à l'échec jusqu'aux prochaines élections.

La situation étant toujours bloquée de toute part, la question d'avancer la date des élections législatives va donc à nouveau se poser. Celles-ci, par elles-mêmes, ne résoudre rien pour nos exploités : l'instabilité est la seule chose bien installée.

N'espérons pas non plus qu'elles modifient sérieusement notre vie : que l'austérité soit prêchée par Barre ou Mitterrand ne changera rien à sa réalité. Pas plus que si Marchais, au gouvernement, nous appelait à «retrousser les manches». C'est dans les luttes, qui se sont poursuivies ces derniers jours malgré le couvercle mis sur elles par les directions syndicales en prévision des élections, que nous trouverons le moyen de faire face.

Jean LERMET

10 000 PERSONNES HIER AUX OBSÈQUES
DE L'ÉTUDIANT ASSASSINÉ À BOLOGNE

LE COMPROMIS HISTORIQUE PREND LE VISAGE DE LA TERREUR POLICIÈRE



Les étudiants italiens manifestant dans les rues de Bologne

Hier matin à Bologne, 10 000 manifestants ont pu participer à l'enterrement du jeune étudiant LARUSSO, militant de LOTTA CONTINUA, malgré le boycott organisé par la mairie PCI et la préfecture.

De tous les partis «constitutionnalistes» seul le PS avait envoyé une délégation, le PCI appelait ouvertement à ne pas s'y rendre. Les tramways qui desservent le quartier au Nord de Bologne où avaient lieu les obsèques, étaient arrêtés sur ordre de la mairie PCI pour dissuader les gens de s'y rendre. De nombreux autocars sont restés bloqués en dehors de la ville par la police.

Une heure de grève a été observée dans les usines de Bologne, dans certaines, se sont tenues des assemblées au delà de l'heure convenue malgré l'opposition du PCI.

Deux mille étudiants ont également tenu une assemblée dans l'université encerclée par la police.

Voir p.7

AVEC LES OPPOSANTS TCHÉCOSLOVA- QUES

Interview de l'Olly Clerc
et Brigitte Lacombe de
retour de Tchécoslovaquie

Voir p.9

MUNICIPALES : REVUE DE PRESSE

Voir p.4

13^e session du Conseil
National Palestinien

PAS DE MODIFICATION DE LA CHARTE PALESTINIENNE : Pas de reconnaissance d'Israël

Au Caire, dans les locaux de la Ligue Arabe, les 289 membres du Conseil National Palestinien ont poursuivi hier leurs travaux sur la base du rapport de Yasser Arafat dont la réélection à la tête du conseil exécutif de l'OLP était attendue.

L'un des principaux résultats était connu dès dimanche matin : la réunion réaffirmait les principes essentiels du programme politique en 10 points de 1974 qui rejettent toute solution reposant sur la reconnaissance de l'Etat d'Israël.

Dans son discours de bienvenue les président égyptien, Sadate, a déclaré que «les Arabes ne lâcheraient pas un pouce de leur territoire qui n'est pas sujet à marchandage».

- Paris : échec
d'Ornano p. 3
- Le RPR s'effondre
en province p. 4
- Une semaine agri-
cole riche de dé-
bats p. 6
- Rang : escroc,
fasciste et... ami
de M. le Maire p. 7
- Aggravation de la
censure en Afri-
que du Sud p. 8
- Espagne : 3 jours
de lutte guipuz-
coa p. 8

LES RESULTATS

La liste des affrontements à droite est en réalité plus longue que celle que nous publions. Nous avons simplement retenu, parmi les 35 villes de plus de 30 000 habitants dans ce cas, les plus significatifs politiquement. Nous avons laissé de côté des situations comme Albi, Alençon, Antony, et plusieurs autres, où des candidats «divers majorité» en affrontent d'autres se présentant sous la même étiquette. A noter que parfois, ce flou dissimule des affrontements entre partis. Ainsi, au Creusot, nous avons désigné comme «centriste» un candidat qui se présente officiellement «sans étiquette». De même à Saint Malo pour les deux listes principales de la droite. Les rapports entre le PS et la droite n'apparaissent pas non plus : ainsi, à Epinal, le PS figurait dans la municipalité centriste sortante. A Charleville-Mézières, la tête de liste centriste de cette année était conseiller sortant de la municipalité PS. Signalons enfin des cas comme celui d'Agen, où Esquirol, qu'on dit soutenu par Giscard, était à la tête d'une municipalité d'union de la gauche.

Toulon et Agen, qui figurent dans la liste des affrontements à droite, voyaient également des listes concurrentes du PS et du PCF.

LISTE DES ABRÉVIATIONS

- CDS Centre Démocrate Social (Lecanuët)
- CERES : tendance du PS (pour l'unité avec le PCF)
- DG : divers gauche
- DIV : divers (inclassables)
- ÉCO : écologistes/ED : extrême-droite
- EG : extrême gauche
- MAJ : majorité
- MD : Mouvement des démocrates (Jobert)
- MRG : mouvement des radicaux de gauche
- RAD : radicaux (majorité)
- RAP : rapatriés d'Algérie
- RI : républicains indépendants
- SE : sans étiquette
- UG : union de la gauche

Dans la liste des affrontements, le nom entre parenthèses en-dessous de la ville, est celui du maire sortant. Exemple : Laval (Pinçon, PS).

RÉACTIONS DIVERSES :

● **DOUCHÉ :**
Charpy, porte-parole du RPR, a porté son appréciation personnelle sur le succès des listes écologistes. Selon lui, il est «étonnant que les gens rejettent une société qui leur a donné les salles de bain» qu'ils n'avaient pas auparavant.

● **BARRE ET L'OPTIQUE :**
«Il y a un effet d'optique... on pourrait dire que la situation se normalise... dans l'ensemble, la majorité conserve de fortes positions... et je fais une analyse aussi objective que possible».

● Pour le ministre de l'Intérieur, il ne se passe rien : «A l'exception de quelques cas, il se dégage de ce scrutin une certaine stabilité».

● **ROGER CHINAUD**, président du groupe RI à l'Assemblée Nationale, a plus d'originalité pour ce premier tour. Il a «noté pour sa part, un tassement et une érosion de l'opposition» (1).

● **LE «PRINCIPAL ADVERSAIRE» :**
Claude Labbé (RPR) : «Nous avons raison de réclamer depuis des mois un choix clair de l'adversaire, qui n'est pas seulement le parti communiste, mais essentiellement le parti socialiste, qui vient de confirmer qu'il ne fait qu'ouvrir les portes à ses alliés communistes qui consolident partout leurs positions».

● **LECANUET (CDS) : L'ESPOIR FAIT VIVRE**
«Je crois que ce gouvernement va créer dans l'opinion un mouvement de confiance qui nous permette... d'envisager le succès avec confiance, malgré les difficultés, pour l'année prochaine».

Villes où la «gauche» est divisée

LAVAL	AUXERRE	NOISY-LE-GRAND	SAINT-BRIEUC
(Pinçon PS)	(Soisson RI)	(Serelle MAJ)	(Le Fol PS)
Buron (RPR) 15,80	Soisson (RI) Elu 53,20	Serelle (MAJ) 39,65	Morin (MAJ) 37,51
d'Aubert (SE) 27,60	Bonhenry (PS) 32,48	Colomer (PS) 28,74	Le Fol (PS) 29,02
Pinçon (PS) 48,95	Fernandez (PCF) 13,82	Goutmann (PCF) 31,6	Quemper (PCF) 28,08
Boy (PCF) 7,60			Galaup (PSU) 4,35
LENS	CRÉTEIL	AIX EN P.	BASTIA
(Delelis PS)	(Billotte RPR)	(Ciccolini PS)	(Zucarelli MRG)
Delvincourt (MAJ) 11,01	Billotte 31,88	Joissin (RAD) 34,73	Agostini (MAJ) 23,89
Delelis (PS) Elu 68,11	Renaud (SE) 11,93	Kalifa (RAP) 5,58	Orsoni (PS) 11,66
Scaps (PCF) 20,87	Cathala (PS) 29,51	Ciccolini (PS) 35,48	Zucarelli (MRG + PCF) Elu 54,43
	Germa (PCF) 26,67	Sevin (PCF) 24,20	
VILLEURBANNE	BLOIS	LECANNET	ÉVREUX
(Gagnaire MAJ)	(Sudreau CDS)	(Ducros UG)	(Azemia UG, PS)
Gagnaire (MAJ) 32,68	Sudreau (CDS) Elu 51,38	Bachelet (MAJ) 39,00	Blois (MAJ) 32,66
Beudot (MD) 3,20	Rannou (PS) 27,91	Ducros (DG) 39,00	Azemia (PS - MRG) 21,54
Hernu (PS) 29,47	Leclerc (PCF) 20,71	Girone (ex PS) 17,14	Plaisance (PCF) 36,29
Desgrand (PCF) 26,46		Attrée (PS) 14,9	
Piras (EG) 2,35		Berthot (PCF) 13,13	
		Ledentu (ÉCO) 11,16	
HYÈRES			
(Bénard RPR)			
Bénard (RPR) 46,62			
Perron (PS) 38,24			
Aynie (PCF) 15,14			
LA CIOTAT			
(Graille ex-PS)			
Mucci (RPR) 16,04			
Bonnifay (PS) 33,68			
Romand (PCF) 50,27			
ANGOULÈME			
(Chiron MAJ)			
Chiron (MAJ) 41,37			
Liste MRG 6,66			
Boucheron (PS) 27,42			
Ferrand (PCF) 24,53			
CLICHY			
(Levillain PS)			
Banton (RPR) 16,12			
Roche (MRG + PS) 42,45			
Schmaus (PCF) 41,43			

MARCHAIS N'EST PAS AU BOUT DE SES PEINES

D'une manière générale, ces «primaires» à gauche ont confirmé que le parti socialiste est électoralement plus fort que son rival. Il a conservé, ou se trouve en position de conserver Laval, Lens, Clichy, Aix-en-Provence, St Brieuc. Sur la droite, il a gagné au premier tour, ou s'apprête à gagner au second Villeurbanne, Hyères, Créteil et Angoulême.

Le PCF, qui arrive en tête de la gauche à Noisy le Grand, où il devrait l'emporter au deuxième tour, n'y est parvenu par ailleurs qu'à la Ciotat et Toulon, où il

était arrivé à casser le parti socialiste, dont de nombreux membres se présentaient sur ses listes contre celles officiellement soutenues par leur parti.

Dans deux localités où les listes de gauche s'affrontaient au premier tour, ce sont les maires sortants de la «majorité» qui ont été réélus : Auxerre et Blois.

De ces diverses situations, il résulte que, si le PCF est en mesure, dans toute une série de villes, de profiter de la poussée de la gauche tout comme son concurrent socialiste, lorsqu'il est uni avec lui, en revanche, dès qu'ils en viennent à s'oppo-

ser, le PS l'emporte généralement. Le «rééquilibrage» de l'Union de la Gauche, souhaitée encore dimanche soir par Marchais, n'est pas près de se réaliser.

Cependant, les événements de la Ciotat et de Toulon ont de quoi faire réfléchir la direction socialiste. La tendance CERES, favorable à l'unité avec le PCF, serait en mesure de lui créer des ennuis si le PS allait trop rapidement vers l'alliance à droite. La préparation du congrès socialiste de juin tournera certainement pour une large part autour de cette question.

Villes où la droite est divisée

THIONVILLE	PÉRIGUEUX	AGEN	CHARLEVILLE
(Ditsch CDS)	(Guéna RPR)	(Esquirol DIV)	(Lebon PS)
Ferreti (RI) 20,14	Liste RAD + RI) 7,47	Esquirol soutien RI) 40,03	Felix (CDS) 27,76
Ditsch (CDS) 30,75	Guéna (RPR) Elu 51,48	Aulong (RPR) 16,95	Ponsin (RPR) 18,75
Souffrin (UG, PCF) 49,11	Gorse (UG, PCF) 41,05	Laurissergue (PS) 26,82	Delautre (UG, PS) .. Elu 53,48
VERSAILLES	TOULON	SAINT-MALO	LE CREUSOT
(Mignot CNI)	(Arreckx RI)	(Perrault CENT)	(Lacagne RPR)
Destremau (RI) 11,3	Arreckx (RI) 30,09	Mousson (RI) 8,60	Liste RI 21,48
Damien (CDS) 41,6	Arion (DIV MAJ) 4,25	Rehel (ex-PS) 27,70	Lacagne (RPR) 26,98
Sinniger (DIV, MAJ) 16,1	Simon Loriaère (RPR) 25,91	Debonnet (Soutien RPR) 29,92	Dufour (UG, PS) Elu 51,37
David (UG, PS) 31,00	Sanguinetti (PS) 13,13	Chopier (UG, PS)	
	De March (PCF + CERES) 23,64		
	Colin (ÉCO) 4,25		
BREST			
(Berest RI)			
Berest (RI) 30,51			
Lombard (CDS + RPR) 19,12			
Le Blé (UG, PS) Elu 50,36			
GAGNY			
(Valennet RPR)			
Freschard (CDS) 10,32			
Valennet (RPR) 42,9			
Favretto (UG, PCF) 46,7			
NANCY			
(Martin MAJ)			
Coulais (RI) 38,7			
Martin (MAJ, soutien RPR) 24,2			
Cureau (UG, PS) 28,00			
Viry (EG) 8,2			

LE RPR S'ÉCROULE EN PROVINCE

Dans deux villes où les partis de la «majorité» s'affrontaient, l'Union de la Gauche est venue les mettre d'accord au premier tour. Il s'agit de Brest et Le Creusot (RPR). Ex-aequo dans la défaite, les partis de la majorité ne le sont cependant pas sur toute la ligne. C'est, d'une manière générale, comme le RPR Guéna à Périgueux, et le RI Arreckx à Toulon, les maires sortants sont bien parvenus à résister à l'assaut des listes de droite concurrentes.

Mais des histoires de corruption ont coûté la mairie de St Malo aux centristes ; d'un autre côté, Martin, maire de Nancy soutenu par le RPR, avait vu également son acoint mis en cause dans des affaires immobilières : il est largement distancé par le républicain indépendant Coulais.

La ville étant plus importante que le port breton où le candidat soutenu par le RPR arrive en tête, on peut estimer que les républicains indépendants

ont un léger avantage sur le RPR en province.

Mais cet avantage relatif s'accroît nettement si l'on considère l'ensemble des mairies perdues par la «majorité» ; alors que les républicains indépendants, au premier tour, perdent 10% seulement de celles qu'il détenait, le chiffre monte déjà à près de 40% pour le RPR. C'est un véritable écoulement de l'ancien parti gaulliste dans les villes de province de plus de 30 000 habitants.

PARIS: ECHEC POUR D'ORNANO

Le premier tour des élections de Paris donne assez nettement l'avantage à Chirac. Un pointage des arrondissements qu'il est à peu près certain de remporter (1^{er}, 4^e, 5^e, 6^e, 8^e, 9^e, 10^e, 14^e, 15^e, 17^e), lui permet de compter d'ores et déjà sur cinquante sièges de conseillers à la mairie de Paris (le total est de 109). De son côté, l'union de la gauche est assurée de remporter les 13^e, 19^e et 20^e arrondissements, ce qui lui assure vingt sièges. D'Ornano arrive en tête de la droite dans les 1^{er}, 4^e, 12^e et 16^e arrondissements, où il a de très fortes chances de l'emporter : soit dix-neuf sièges.

La liste de Frédéric Dupont, soutenue à la fois par le RPR et les RI, ayant d'ores et déjà remporté les 4 sièges du 8^e, les arrondissements. Les plus incertains restent le 11^e et le 18^e, et une forte probabilité pour la gauche dans le 18^e, et une possibilité dans le 11^e.

Pour l'essentiel, la configuration définitive du conseil de Paris va se jouer dans le 11^e arrondissement, entre la gauche et Chirac : si celui-ci l'emporte, il se trouvera avec la majorité absolue (57 sièges) au conseil de Paris. Dans le cas contraire, il aurait besoin des voix de conseillers favorables à d'Ornano pour être élu maire de Paris, d'ores et déjà, le RPR a mis sur pied un système de pressions pour les obtenir : son comité central se réunira le lendemain même de l'élection du maire de Paris, et décidera de l'attitude adoptée par cette formation au parlement.

Globalement, l'Union de la Gauche, contrairement à ce qui se passe dans certaines régions, ne progresse pas, loin de là, à Paris. Par rapport au 1^{er} tour des élections présidentielles, elle perd entre 3,2% et 11,7% des voix que Mitterrand avait rassemblées. Si elle résiste le mieux dans les secteurs où elle est traditionnellement implantée, on ne peut pas dire que son recul soit essentiellement dû, comme celui-ci le prétend, à l'action de Chirac : certes, la gauche ne connaît pas de recul spectaculaire dans les arrondissements où d'Ornano arrive en tête.

Mais elle ne perd guère de voix non plus dans le 11^e, où c'est la liste de Chirac qui passe devant d'Ornano.

Et dans les arrondissements traditionnellement tenus par la gauche, c'est d'Ornano qui fait les meilleurs scores.



Mitterrand et Chirac : ni l'un ni l'autre ne votait à Paris, mais ils y ont fait tous les deux campagne. Chirac, ici dans le 16^e, a poursuivi la sienne jusqu'à dimanche.

Il reste que le RPR, à Paris, a réussi à remonter la chute spectaculaire qu'avait entraînée sa division lors des présidentielles de 74, où Giscard battait Chaban à

plate couture dans tous les arrondissements. Globalement, l'opération d'Ornano a échoué, et le président du RPR a toutes chances d'être maire de Paris.

Arrondissements	1 ^{er} -3 ^e	2 ^e -4 ^e	5 ^e	6 ^e	7 ^e	8 ^e	9 ^e	10 ^e	11 ^e	12 ^e	13 ^e	14 ^e	15 ^e	16 ^e	17 ^e	18 ^e	19 ^e	20 ^e
Nb de sièges	4	4	4	4	4	4	4	4	7	6	7	7	11	9	8	9	6	7
Fascistes	2,1	2	1,2	1,9	3,3			2,5	4,1	1,8	1,8	1,7	1,9	4,8	1,8	2	3,4	2
D'Ornano	22,7	33,1	14,1	21,7		27,9	16,8	16,3	16,5	24,3	15,7	20,1	23,4	36,3	22,4	27,6	19,3	21,6
Chirac	28	12,5	37,9	36,4	60,1	39,2	38	31,5	25,1	23,6	22	27,6	30,5	33,5	38	17,5	17,4	17,2
Union de la Gauche	30,1	37,4	27,7	22,3	17	15,6	25,8	35	42	34,5	42,7	34,2	28,6	13,2	23,2	40,3	44,1	43,1
LCR-LO-OCT	3,3	3,1	2,1	1,9	2,7	1,4	2,5	3,1	3,1	3,3	3,8	3,6	3,7	1,4	2,8	3	3,5	3,7
Ecologistes	11	9,7	13,9	13,8	13,1	10	6,4	7,8	9	10,1	11,7	10,8	10,4	10,8	9,1	8,1	9,1	9,3

Mairie du XV^e

«Ça fiche tout par terre»

4 tables de dépouillement.

A l'une, un jeune avocat cravaté et rondouillard, tout gonflé d'importance, fait des mots d'esprit avec l'accent pied-noir : «*Nous sommes les stakhanovistes du dépouillement*». Face à lui, mêmes assauts de mots d'esprit d'un autre cravaté : «*Un petit Jobert, un*».

On a l'impression de gosses qui s'amusent. La table à côté par contre a un grave problème : 101 enveloppes au lieu de 100. «*Ça fiche tout par terre*», dit l'un. Le président du jury arrive et gravement solutionne le dilemme : l'enveloppe est remise dans une pile non

comptée. La salle est pleine d'allées et venues. Les costumes de bonne coupe cotoient les blue-jeans. L'atmosphère est à l'attente. Les visages se tendent au-dessus des tables. Puis les chiffres du bureau sont regroupés. Un cercle se forme, on ne voit pas grand chose. Une femme concierge dans le quartier, proteste : «*Il n'y a pas d'éclairage. On ne peut rien voir. Moi, le travail dans l'ombre, je n'aime pas ça.*» Les tables sont tirées dans un endroit mieux éclairé. Les résultats sont donnés : Mme de Hauteclouque (RPR) arrive en tête suivie de l'Union de la

Gauche et de Giroud. Les écologistes font un bon score. Sitôt les résultats connus, des groupes se forment. On commente : «*Les voix écologiques, c'est*

bon pour nous.» m'explique un candidat de gauche.

Bref, la deuxième phase des grandes manœuvres s'ouvre déjà.

A noter que «*Lutte Ouvrière*» et la «*Ligue Trotskyste*» avaient constitué de concert avec l'OCT des listes communes au premier tour de ces élections municipales dans un certain nombre de villes. Sur 27 villes de plus de 30 000 habitants dont Paris, Lyon, Toulouse, Marseille, ces listes ont récolté

un peu plus de 85 000 voix concernant 2 millions 372 225 suffrages exprimés ce qui correspond à une moyenne de 3,6%. Notons que ce score est légèrement inférieur à la moyenne du score additionné de Rocard et Krivine aux présidentielles de 69 et de Laguiller et Krivine en 74.

Les changements de majorité

Il y a 29 villes gérées précédemment par la droite qui vont l'être maintenant par la gauche, alors qu'inversement 3 villes gérées par le PS auparavant sont passées sous le contrôle de la droite. Les transferts se détaillent de la manière suivante.

À DROITE

RPR : il perd 11 villes tenues précédemment par la droite (Le Creusot, Reims, Cherbourg, St Quentin, Villefranche-Saône, Valence, Châlons sur Marne, Villeneuve d'Asq, Schiltigheim, Pessac et Castres) ; il en regagne 2 à la gauche (Quimper et Cambrai)

RI : ils perdent 3 villes (Tarbes, Brest, La Roche sur Yon)

CDS : il perd également 3 mairies (Angers, Athis-Mons, Dreux)

Parti Radical : il en perd 2 (Meaux et Aurillac)

Divers droite : 10 mairies perdues (Montluçon, Roanne, Houilles, Beauvais, Villeneuve St Georges, Epinal, St Herblain, Roanne, Mantes, Conflans St Honorine)

À GAUCHE

PS : il perd 5 municipalités gagnées en 71 dont Quimper. Dans les autres villes (Cambrai, Maubeuge, Servan, La Ciotat) le maire s'est séparé du PS en refusant l'union de la gauche ; dans les 2 premiers cas la droite en a tiré profit dans les 2 autres c'est le PCF qui a récupéré les municipalités. 23 mairies par ailleurs sont gagnées par le PS (Aurillac, Meaux, Dreux, Epinal, Beauvais, Chartres, St Priest, Valence, Angers, Castres, Roanne, Villefranche-sur-Saône, Cherbourg, Brest, Le Creusot, La Roche-sur-Yon, Conflans St-Honorine, Mantes, Romans, St Herblain, Pessac Schiltigheim, Villeneuve d'Asq).

PC : il gagne 10 mairies (La Ciotat, Servan, Villeneuve St Georges, Athis Mons, Chalons sur Marne, Marseilles, Tarbes, St Quentin, Montluçon, Reims).

LA POUSSÉE DE LA GAUCHE DE MEILLEURS GESTIONNAIRES

La poussée de la gauche se manifeste dans tous les domaines, dans les chiffres globaux que l'ont peut connaître à présent, 52 % des suffrages pour la gauche, dans la conquête d'un certain nombre de grandes villes, par des ballottages favorables, et aussi, là où la majorité est réélue dès le premier tour, par un «score» meilleur.

Au total plus de 35 villes changent de municipalité pour passer de droite à gauche. La poussée est particulièrement nette dans les départements de l'Ouest. De traditions démocrates chrétiennes, longtemps tenues par les centristes ou des «politiques» de droite, des villes aussi importantes que Brest, Cherbourg ou Angers seront maintenant administrées par le PS.

Rennes et Nantes, les deux capitales régionales,

Fortes de ce résultat, la Ligue Trotskyste a appelé à «voter pour les listes conduites par le PC et le PS» pendant que Mlle Laguiller appelle «tous ceux qui ont voté pour les listes d'extrême gauche à reporter leurs voix sur les listes de la gauche».

verront un duel serré lors du deuxième tour dimanche prochain.

Le PCF, quant à lui, conquiert ou reconquiert des villes ouvrières telles que Montluçon, Villeneuve saint-Georges, Rive-de-Gier ou La Ciotat. Ce qui est significatif dans cette extension de la gauche, c'est pourtant qu'elle s'empare de municipalités dont la composition sociale pouvait faire penser le contraire. Ainsi Chartres, Epinal, Orléans, où le ballottage est favorable, de même qu'Angoulême, ne sont pas des villes à majorité ouvrière traditionnelle.

Certes, l'évolution de ces villes, l'implantation de nouvelles usines depuis 71, le développement du chômage explique en partie la poussée de la gauche. Mais ce n'est pas le facteur principal : en fait, des couches de plus en plus importantes de cadres, techniciens, classes moyennes, et même bourgeois, font maintenant plus confiance à la gauche pour gérer les affaires des municipalités. Cette tendance, déjà amorcée depuis les cantonales de 76, ne fait que se confirmer aujourd'hui. Les élections municipales en verront certainement le renforcement de cette évolution.

POLITIQUE

A TRAVERS LA PRESSE

Le même titre revient dans toute la presse : poussée de la gauche. C'est une évidence que le Figaro ne peut pas dissimuler. René Andrieu a beau jeu de se moquer de l'optimisme du pouvoir. Évoquant le surnom attribué par Giscard à Barre : «Joffre» il parle de la «bataille de la Marne», une bataille qui se solde par des victoires de la gauche à Reims, Eprenay et Châlons-sur-Marne. Toujours à la «une» de l'Humanité, une déclaration de marchais, qui tire sa conclusion de ce premier tour : «En premier lieu, les résultats traduisent le mécontentement profond qui existe dans le pays face à la politique économique et sociale désastreuse du pouvoir giscardien (...). En second lieu, les électeurs

tidien de Paris» est d'ailleurs consacré au chef du RPR : «La compétition Giscard-Chirac n'en est qu'à ses débuts. La justification de l'action» de Chirac passe inéluctablement par la défaite Valéry Giscard d'Estaing. Ou plus exactement par la soumission de celui-ci à l'analyse de celui-là.» Le journal patronal «Les Echos» regrette la «politisation excessive» de ces élections : «Ces élections concernent directement la vie quotidienne de chacun. Elles donnent la possibilité de sanctionner une gestion, de choisir entre des options d'équipement, d'action sociale, de développement économique, sans qu'un changement de société soit en cause, comme c'était le cas en 74 et comme ce le sera en 78 (si



ont clairement approuvé l'Union de la gauche». Le journal proche du PS-, le «Matin de Paris», crie également victoire, mais avec plus de modération : outre le rappel des succès de la gauche, il souligne que «Paris n'est pas le reflet national». Rappelons que le «Matin de Paris» a consacré depuis sa parution des pages entières à Paris, sondages à l'appui, Un point reste à régler pour le «Matin de Paris» : les écologistes. «Ils tiennent la clef du succès de la gauche.» Le péril est aujourd'hui menaçant. Il a nom «Jacques Chirac». Pour le «Quotidien de Paris», qui illustre là son «objectivité», il y a deux vainqueurs : la gauche et Chirac. L'éditorial du «Quo-

l'Assemblée Nationale n'est pas renouvelée avant la date prévue. Tout cela a été trop oublié ces derniers jours.» Quant au «Figaro», sous la plume de d'Ormesson, il commente ces élections de la même manière, à peu de choses près, que les cantonales de 76 : «Après les élections cantonales d'il y a 1 an, ces municipales constituent un avertissement pour la majorité. A la majorité de profiter des quelques mois qui nous séparent désormais des législatives, pour redresser la situation. Il est clair qu'en face du programme commun, rien n'est désormais plus urgent qu'une organisation peut-être pluraliste, mais en tout cas cohérente de la majorité.»

Les questions du deuxième tour

Après le premier tour

QUELLE COHESION POUR LES ECOLOGISTES ?

Si l'intérêt a été porté sur les listes de Paris-Ecologie, les diverses listes écologiques joueront le rôle d'arbitre dans un certain nombre de villes aussi diverses que Nice, Chambéry, Rennes, Saint Chamond, Lille, Strasbourg, Mulhouse, Belfort. Leurs résultats tournent autour de 10%, quand ce n'est pas plus (plus de 13% à Mulhouse).

En fait, seul le nom «d'écologistes» est commun à toutes ces listes : ainsi, à Chambéry, la liste «mieux vivre à Chambéry» est animée par de vieux notables favorables à une meilleure mise en valeur des richesses touristiques et naturelles de leur ville, contrairement à des listes alsaciennes qui ont fait de la lutte contre les dangers du nucléaire leur cheval de bataille.

Il n'est pas inintéressant non plus de voir dans quels secteurs les écologistes

dépassent 13% des voix dans les 5^e, 6^e et 7^e secteur, soit des arrondissements considérés généralement comme «bourgeois». En fonction de cela, la question se pose maintenant de savoir ce que vont faire tous ces écologistes au deuxième tour. C'est en tout cas la question que se posent les grands partis bourgeois, qui ont besoin de ces voix. La position des écologistes est nuancée sur ce point : d'un côté ils disent «n'être pas propriétaire de leur voix et que leurs électeurs savent ce qui a été fait par ceux qui

sont au pouvoir aujourd'hui, comme ce que prévoit la gauche».

Pas de position nette donc, si ce n'est un refus du désistement automatique. Plus que la consigne de vote des candidats, c'est bien chaque électeur écologiste qui se déterminera, et là, tout est possible. Si on peut considérer que la majorité de ceux qui ont voté écologiste sont «de gauche» et souvent écœurés par les partis bourgeois, d'autres cherchent avant tout une amélioration de la «qualité de la vie» dans le cadre de cette société bourgeoise. Pour tous ces électeurs, le choix sera simple au deuxième tour, en tout cas où les écologistes n'ont pas la possibilité de se représenter : ou bien ils s'abstiennent, ou bien ils votent malgré tout à gauche, «pour battre la droite», ou bien, devant le «péril socialo-communiste», ils ont un

reflexe qui les amènent à soutenir la majorité. Les pourcentages réussis par les écologistes ne peuvent donc pas être pris comme un tout. Il y aura nécessairement une répartition au sein même de ce «groupe électoral», et c'est peut-être pourquoi les têtes de file tels Lalonde sont si prudents dans leur consigne. Au-delà de cette semaine, il reste à voir comment ce mouvement écologique va se maintenir. Sans l'enjeu électoral, en butte aux pressions diverses de droite comme de gauche, le mouvement écologiste aura-t-il suffisamment de force pour se maintenir en tant que tel ? Rien n'est moins sûr, comme à l'inverse, il est plus que probable que les grandes promesses écologistes des candidats des partis bourgeois s'oublent au fur et à mesure que le souvenir de ces élections municipales s'éloignera.

D'AUTRES MAIRIES VONT CHANGER DE MAINS

Pour le deuxième tour des élections, les tendances enregistrées au premier devraient se confirmer. Un certain nombre de villes semblent assurées de passer des mains de la «majorité» à celles de la gauche. On peut citer Noisy-le-Grand, pour le PCF, et, pour le PS, Créteil, Rennes, Villeurbanne, Hyères, et probablement Orléans. D'autres villes actuellement gouvernées par la droite vont faire l'objet d'après disputes : ses maires sortants se trouvent sérieusement menacés à Antony, Issy-les-Moulineaux, Toulouse, Montpellier. D'autres encore seront en difficulté : à Meudon, Rueil-Malmaison, Bourgen-Bresse, Saint Etienne, Thionville, Macon, Chambéry, Belfort.

Dans quelle proportion les voix des jobertistes et de l'UJP se reporteront-elles sur les listes de droite ? C'est ce qui déterminera l'avenir de Saint-Etienne. De même, les écologistes, en reportant plus ou moins leurs voix sur la gauche, trancheront le débat, au deuxième tour, dans des villes

comme Rueil-Malmaison, Chambéry ou Meudon.

De son côté, l'union de la gauche ne se trouve menacée qu'à Chatenay-Malabry, où le maire socialiste est pratiquement à égalité avec son adversaire majoritaire, et à Agen. Dans cette dernière ville, le maire Esquirol, élu en 74 à la tête d'une liste de gauche comportant le PC et le PS, et passé depuis à la majorité, a toutes chances d'être réélu dimanche prochain.

A Brive-la-Gaillarde, on assiste à une situation paradoxale : alors que Charbonnel, maire sortant, est le seul gaulliste disposant d'un siège important à se prononcer pour le programme commun, la liste des partis de gauche, qui l'a devancé au premier tour, et qui est dirigée par le PCF, se maintiendra contre lui au second. Il ne peut donc se réélire qu'au report de voix provenant du candidat RPR, lequel se maintient également : ingratitude de la politique politique !

JOBERTISTES ET UJP TIENNENT EN MAINS LE SORT DE DURAFOUR ET DE MÉDECIN

Dans un certain nombre de villes, la présence, à côté des deux grands «blocs» d'une troisième liste a permis à de nombreux électeurs de s'y reporter, et donc de donner à ces listes un rôle d'arbitre pour le second tour. C'est bien sur le cas des écologistes, mais aussi de l'extrême gauche, comme à Orléans, des jobertistes, comme au Mans ou à Nice, ou de l'UJP à St Etienne.

Dans tout ces cas, une même situation : l'affrontement entre un maire de la majorité passablement discrédité (l'ancien ministre du chômage Durafour à St Etienne, Médecin à Nice, ou de pâles «apparentes» à la majorité, Chaumont au Mans ou Thinat à Orléans) et de l'autre côté une liste de gauche qui ne bénéficie pas d'un grand dynamisme, soit parce qu'elle crée une situation vraiment nouvelle (le PCF à Nice), ou parce qu'elle est emmenée par le PCF comme au Mans ou à St Etienne. L'annonce, ou au contraire le désistement pour telle ou telle liste, ne règlera finalement rien. Des petites organisations comme les jobertistes ou l'UJP n'ont pas un électoral discipliné et organisé.

Le mouvement des Démocrates de Jobert et l'UJP se réclament tous les deux du gaullisme, l'un disant

qu'il est «ailleurs» entre la droite et la gauche, l'autre multipliant les critiques à Giscard au nom du «gaullisme pur». Logiquement, les 8,19 % de l'UJP à Saint Etienne, les 14 % des jobertistes au Mans et les 14 % à Nice devraient entraîner la défaite de Durafour, Chaumont et Médecin.

Mais quelle est la part de l'opposition franche au gouvernement actuel et de l'avertissement du premier tour. Il est difficile de le prévoir aujourd'hui. D'autant plus que Jobert et l'UJP professent une grande hostilité au PCF, et beaucoup de leurs électeurs n'accepteront pas de faire passer le PCF au second tour. Ce qui est certain, c'est que dans bien des localités, les «petites» listes vont être l'objet de multiples pressions et propositions. Il en va de l'avenir de la majorité dans des villes capitales.

J.L.

LUTTES OUVRIÈRES

Sonacotra

EXIGEONS LE RETOUR DE TOUS LES 'EXPULSÉS'

100 à 200 travailleurs à l'heure dite se sont rassemblés dans le hall d'arrivée. Mais après 15 heures, alors que tous les passagers en provenance d'Alger étaient descendus de l'avion, il fallut bien se rendre à l'évidence : les 7 travailleurs immigrés n'étaient pas là. Le RG de service l'affublé pour l'occasion d'une multitude de flics équipés de talkies-walkies) après avoir interdit tout déploiement de banderole, fera savoir que les travailleurs n'étaient pas dans l'avion... et «qu'il n'y avait qu'à attendre l'avion de 18 heures». Toujours est-il qu'un autre RG pendant tout ce temps en profita pour photographier les quelques 150 travailleurs

C'est hier, à 15 heures que 7 des 18 travailleurs immigrés expulsés au mois d'avril 76 (après avoir été arrêtés par la police dans huit foyers Sonacotra en grève) devaient arriver en France. Le Comité de coordination des Foyers Sonacotra appelait pour cette occasion à une grève et à se rassembler à l'aéroport d'Orly, à 14 h 30 pour les accueillir.

présents, (à moins que cela n'est été prévu auparavant). A la forte protestation des travailleurs, il s'enfuit sans demander son reste. Un travailleur immigré appréciera alors la situation de la sorte «Il se peut que nos camarades aient été obligés de se diriger vers une autre sortie, sans le

vouloir». Une décision qu'aurait très bien pu prendre en effet, le cas échéant, le gouvernement, de peur, que ce premier recul de sa part, ne soit trop connu !

Vers 16 h 30, un «voyageur» signalera qu'il avait vu 5 des 7 travailleurs immigrés en train de régler de

nombreuses formalités. Mais le démenti viendra vite puisque quelques minutes plus tard, on apprendra que les travailleurs immigrés n'étaient pas non plus dans l'avion de 18 heures, qui venait de partir d'Alger.

Que conclure dès lors, à 18 heures, l'heure où nous écrivons ? Le retour des travailleurs a-t-il été camouflé par le gouvernement français pour éviter un retentissement trop fort ? Ou alors leur retour n'a-t-il effectivement pas eu lieu ? Une chose demeure en tout état de cause à l'ordre du jour : le retour de tous les travailleurs expulsés et la satisfaction des revendications des résidents.

STIC (Lyon)

TROISIEME SEMAINE DE LUTTE

Pour l'augmentation des salaires

Depuis le 1^{er} mars, la production est arrêtée à la STIC (Société de Tôlerie Industrielle et de Chaudronnerie) à Oullins, dans la banlieue lyonnaise, car depuis le 1^{er} mars, les ouvriers sont en grève. Un délégué CGT nous explique : «Nous, les délégués, on était pas très chaud pour démarrer une grève, parce qu'en ce moment, la situation est difficile pour les luttes. On a expliqué, mais ils n'ont rien voulu savoir, alors depuis le 1^{er} mars, on est tous en grève».

En effet, les travailleurs en ont assez : «J'ai 20 ans

d'ancienneté, je suis OS 2 et le plus que je gagne, c'est 2 200 F». Un autre : «Je suis conducteur de ponts roulants, et pour 14 ans d'ancienneté, je gagne 2 100 F». «Je suis cisailleur, c'est un métier pénible, j'ai 13 ans d'ancienneté et à la fin du mois, j'ai 2 100 F». Un P 1, qui a 18 ans d'ancienneté, gagne 2 400 F. Le salaire maximum est autour de 3 000 F, c'est ce que gagne un prototypiste, P 3 avec 9 ans d'ancienneté. «Et les salaires qu'on vous dit, c'est pour une semaine de 42 heures 3/4, toutes primes comprises». Les salaires sont très bas dans

cette usine, mais pas pour tout le monde : «En 1974, les 5 plus hauts salaires faisaient 58 millions dans l'année, plus ce que touchent les 90 ouvriers réunis». Il y a dans l'entreprise 90 ouvriers, et 70 improductifs. Comme le dit un ouvrier : «Pour qu'à 90, on fasse vivre 70 improductifs, c'est qu'on produit et qu'on rapporte». Depuis que les travailleurs sont en grève pour leurs salaires, le patron n'a fait que des propositions dérisoires. Et il fait du chantage : «Vous avez eu une bonne augmentation en 76» (11,42% dans l'année !), «Pour 77, on doit

appliquer le plan Barre». Et il a envoyé une lettre à chaque gréviste : «La grève à laquelle vous participez, ou que vous subissez, (!), si elle se prolongeait, aurait comme première conséquence la remise en cause de votre emploi».

Ce chantage a pris sur une partie du personnel administratif, qui n'a pas osé se mettre en grève. Mais pour les ouvriers, les choses sont claires, ils ne veulent pas lâcher : «En 72, on a fait trois semaines de grève pour les salaires et le 13^e mois, le patron nous a fait le même chantage, on a tenu bon et il a cédé. Et en ce moment, du travail, il y en a : heures supplémentaires, on travaille le samedi matin et on nous menace de chômage !»

Depuis deux semaines maintenant, ils sont en grève et ils font des piquets jour et nuit devant l'entreprise pour empêcher la sortie de matériel. Ils vont mettre à profit la semaine qui vient pour populariser et commencer à organiser des collectes.

Nathalie DULLIN

Charleville

LES «MANIL» DOIVENT GAGNER !

Meeting départemental de solidarité demain à 17 h 15 à Charleville



«Si les travailleurs de Manil essayaient un échec, ce sont tous les travailleurs du département qui le ressentiraient, si les «Manil» gagnent, ce sera un détonateur pour nos luttes» peuvent lire les travailleurs ardennais sur l'abondante propagande syndicale qui appelle à un meeting de solidarité aux «Manil» devant la sous-préfecture de

Charleville demain mercredi à 17 h 15.

Car les «Manil» tiennent bon : les 500 grévistes de cette petite fonderie des Ardennes sont massés sur le trottoir face aux portes de leur usine que gardent les garde-mobiles, le fusil à l'épaule. Plus de deux mois de grève, bientôt un mois d'occupation ponctué de

deux interventions brutales des hordes de Poniatowski. «Ces deux mois de grève pèsent lourd sur le revenu de nos familles, mais nous ne céderons pas après nous avoir déjà tant battu», disaient hier les grévistes en attendant le résultat d'une réunion de négociations à laquelle la direction (liée au groupe DBA) a finalement dû se plier.

Communiqué de presse
section CFDT Sescosem
Thomson CSF St Egrève

LA DIRECTION S'ÉNERVE

«Aujourd'hui, jeudi 10 mars, les 2 ouvrières sous contrat, que la direction veut licencier sont pour la 4^e journée dans l'usine.

Elles sont à leur poste de travail, elles comptent le garder.

Ce matin la direction a fait une enquête auprès d'un huissier, qui a assigné en référé les 2 ouvrières à comparaître devant le Président de Tribunal de Grande Instance de Grenoble, mercredi 16 mars à 9 h 30.

Les syndicats CFDT et CGT les soutiennent et refusent de les voir quitter l'entreprise.

La CFDT refuse ces deux licenciements. Elle considère :

- qu'il y a du travail pour tous dans l'entreprise
- que accepter le départ des 2 ouvrières, ce serait accepter le plan Dumas dans son ensemble, c'est-à-dire la liquidation à terme de la Sescosem et de la seule industrie française de composants électroniques.

D'autre part, la direction est dans l'illégalité puisqu'elle a embauché des OS avec des contrats de 6 mois, alors qu'elle s'était engagée par protocole d'accord de fin de grève en juin 68 à ne plus embaucher pour des contrats supérieurs à 4 mois. Les 4 mois écoulés, les personnes devaient soit être licenciées, soit être embauchées.

Les 2 ouvrières sont dans l'entreprise depuis maintenant plus de 6 mois, elles doivent être embauchées définitivement.

La CFDT appelle donc tous les travailleurs de la région grenobloise à soutenir le personnel de la Sescosem dans sa lutte contre les licenciements et pour la garantie de l'emploi pour tous en venant mercredi 16 mars à 9 h 30 au tribunal de Grande Instance. (Palais de Justice, place St André).

Mulhouse

Le musée Schlumpf est la propriété des travailleurs et doit le rester

C'est demain mercredi que le tribunal de Mulhouse devra se prononcer sur ce qu'il va advenir du musée Schlumpf que «séquestrent» toujours les travailleurs de l'usine Glück et de la Filature de Malmerspach. Le tribunal devra trancher sur une requête des deux patrons réfugiés en Suisse et qui, ne manquant décidément pas d'aplomb, s'opposent à la mise en règlement judiciaire de leurs «biens», y compris bien sûr le musée bâti avec les fabuleux profits extorqués pendant un demi-siècle aux ouvriers de leur groupe lainier.

Les travailleurs ont clairement fait connaître leur choix : ce musée est leur propriété, il ne doit pas être démantelé, mais racheté par l'Etat et les fonds mis à la disposition de la COGEFI chargée de faire redémarrer les filatures.

Demain au tribunal, les travailleurs alsaciens seront nombreux aux côtés des travailleurs de Schlumpf pour imposer à la justice cette solution qui correspond aux intérêts de leur lutte.

Bretoncelles

UN ANCIEN TRAVAILLEUR DE NOUVEAU LICENCIÉ

Licencié lors d'une lutte à Profil l'Orne

Un ouvrier ayant participé à la lutte de Bretoncelles (1974) et de nouveau licencié lors d'une lutte à Profil l'Orne, 11 travailleurs de Profil l'Orne ont occupé l'usine pendant une dizaine de jours, avec le soutien des autres travailleurs. Ils ont été expulsés par 150 gardes mobiles. Lors de la lutte le patron avait refusé de signer

tout procès verbal garantissant qu'aucun licenciement n'aurait lieu après la reprise. Ce refus laissant prévoir que le patron après l'intervention des gardes mobiles avait l'intention de continuer sa répression c'est-à-dire éliminer les travailleurs les plus combattifs. Il a commencé en licenciant un ouvrier de Bretoncelles. Au lendemain

de l'intervention de la police les travailleurs ont affirmé qu'ils resteraient unis en cas de répression de la part du patron.

Suite à ce licenciement les travailleurs ont décidé de rassembler les forces pour entamer une nouvelle action contre ce licenciement.

Correspondant.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

UN INSPECTEUR CENTRAL DES IMPÔTS ET LE PRÉSIDENT DE L'UNION NATIONALE DES CONTRIBUABLES INCULPÉS DE FRAUDE FISCALE

Vous connaissez l'histoire du voleur qui criait «au voleur»? Alors nous allons vous en conter une autre : celle du fraudeur qui criait «au fraudeur»! Un inspecteur central des impôts, ancien membre de la direction générale des enquêtes fiscales, travaillant à la documentation fiscale des impôts est poursuivi pour... fraude fiscale. Il aurait bénéficié de ressources occultes!

Quant au président de l'Union Nationale des Contribuables, spécialiste de la question, comme son titre l'indique, il est lui aussi poursuivi pour la même raison. Il aurait tout simplement oublié de déclarer aux impôts ses revenus de 73, 74 et 75...

En bref... En bref...

La Bourse a immédiatement réagit à la poussée de la gauche. Si le franc reste stable, les actions sont en baisse, de 2% en moyenne, avec des points à -5%. L'idée des nationalisations donne des frissons à la bourse.

Victoire des comités anti-nucléaire en république fédérale allemande.

La construction de la centrale nucléaire prévue à Vhy, près de la frontière française, vient d'être interdite par le tribunal de Fribourg. Cette décision intervient à la suite des nombreuses manifestations de la population allemande contre le programme nucléaire du gouvernement de Bonn.

COMMUNIQUÉ

«A la suite des événements d'Aléria en Corse, le 27 août 1975 l'Action pour la Renaissance de la Corse était dissoute. Dans la nuit du 27 au 28 août, de graves émeutes se produisaient à Bastia quadrillée par les forces de l'ordre. Bilan : de nombreux blessés et un CRS tué par balles. Le lendemain Serge Cacciari était arrêté et accusé d'être un des tireurs ; en juillet 1976, la Cour de Sécurité de l'Etat l'a condamné à 10 ans de prison. Il est depuis lors incarcéré à la maison d'arrêt de Melun- Quartier Spécial- 10 quai de la Courtine 77011 Melun.

La Consulta di a Ghjuventu Nazionalista Corsa s'insurge contre la peine et le régime qui lui sont infligés et exige sa libération.

«Voilà bientôt près de deux ans que Serge Cacciari croupit dans les geôles de l'Etat français. Ses conditions de détention sont inacceptables. Ainsi on lui impose :

- Une cohabitation permanente avec des criminels de guerre nazis.
- Des propos racistes perpétuels de la part de l'administration pénitentiaire.

On lui refuse :

- Toutes visites autres que celles de ses parents, et encore celles-ci sont très limitées (une fois par mois).

- Toute possibilité d'accès à des ouvrages et documents concernant la Corse (disques, livres, cassettes).

- Toute possibilité d'accès à des activités sportives : il en est réduit à tourner en rond dans une cour de deux cents mètres carré.

De plus son courrier est trié, les lettres en langue corse ne lui parviennent pas et il lui est impossible d'entretenir une correspondance suivie avec ses avocats».

COMMUNIQUÉ

Depuis plus d'un mois, le soldat Jacques Pelé du 41^e RI de la Lande d'ouée est emprisonné au 3^e RIMA de Vanne. Arrêté depuis le 2 février pour «propagande antimilitariste», il purge une peine de 60 jours d'arrêt alors qu'aucune preuve sérieuse n'a pu être retenue contre lui. En fait on lui reproche ses idées politiques.

La section de Rennes du PCR ml et celle de l'OCFml dénoncent l'arrestation de J. Pelé et exigent sa libération immédiate et son retour à la Lande d'ouée. Elles dénoncent le silence complice de la presse et appellent à soutenir le soldat J. Pelé et à se mobiliser contre de nouvelles arrestations possibles dans le cadre de l'enquête menée par la sécurité Militaire à la Lande d'ouée.

LE MOTARD DU «CERVEAU» DES ÉGOÛTS ARRÊTÉ À NICE

ESCROC FASCISTE ... ET AMI DE MR LE MAIRE

Gérard Rang, reconnu par un témoin comme le motard qui attendait Spaggiari en bas de la fenêtre du juge d'instruction, vient d'être arrêté par la police de Nice. Il est maintenu pour le moment en garde à vue et ne évidemment être complice de l'évasion de Spaggiari et même savoir conduire une moto!

Qui est Gérard Rang? En 68, Rang est connu comme videur du «Kit Club», une boîte de nuit qui appartient à l'Association Générale des Étudiants de Nice, masque sous lequel se cache toute la pègre fasciste de la ville et dans laquelle elle se réunit, et met au point ses attaques contre les étudiants d'extrême-gauche. Rang est l'ami du président de l'AGEN, Michel Falicon, aujourd'hui chef de cabinet

de Jacques Médecin, maire de Nice. Rang assurera à plusieurs reprises la sécurité des personnalités de la majorité à Nice lors de meetings. En 68, Rang donne un coup de main au candidat RI, de Benouville pour sa campagne électorale. Il va au SAC à Cannes et prend des contacts avec les fascistes italiens, participe en 70, aux côtés de Spaggiari à un congrès d'ordre Noir à Milan. En 71, il protège les colleurs d'affiches de Médecin lors des municipales... Gérard

des municipales... Gérard Rang est toujours passé, malgré tous les coups dont il fut l'auteur (ou le complice), devant la porte de la prison sans jamais y pénétrer. Inculpé d'escroquerie au préjudice du Crédit Agricole, il bénéficie

de la liberté provisoire. Malgré les dizaines de plaintes à son encontre pour coups et blessures, il ne sera jamais inquiété. Récemment un militant d'extrême-gauche est blessé par

la «bande à Rang» par balle à la jambe. Rang est encore une fois relâché.

Au moment de son arrestation, Rang était devenu tenancier du «She She Club».

Roumanie : premier bilan

1 387 MORTS, UN MILLIARD DE DOLLARS

La Roumanie fait ses comptes après le terrible séisme qui l'a frappée. La secousse, qui avait atteint l'amplitude 7,2 sur l'échelle de Richter, est la plus puissante secousse qui ait eu lieu en Europe Orientale depuis plus de cent ans. Le dernier bilan provisoire publié par les autorités roumaines fait état de 1387 morts et de 6 milliards de lei de dégâts. Le gouvernement roumain a mis en place un comité de coordination des dons doté d'un budget d'un milliard de dollars.

A Bucarest, une femme de 58 ans, Mme Elena Enache a été retrouvée vivante dans les débris de son immeuble. Le bâtiment s'était complètement écroulé, mais Mme Enache a été protégée par ses meubles et n'a pas été blessée. Elle est restée ensevelie pendant huit longs jours, sans se nourrir, avec un simple transistor pour la relier au monde extérieur. «Je n'ai jamais perdu l'espoir», a déclaré Mme Elena Enache, lorsqu'elle fut dégagée.

CONTRE LA FERMETURE ET LES MANŒUVRES DES GESTIONNAIRES DE «GAUCHE»

Refusant la fermeture de la faculté de Vincennes, annoncée pour octobre 78, travailleurs, enseignants et étudiants sont allés trouver le recteur Mallet, vendredi 12 mars à 15h. Après une heure et demi d'attente face aux vigiles de la Sorbonne, Mallet arrive enfin et se plaint de trouver 150 personnes au lieu des 10 qu'il prétend attendre. Un texte unitaire des syndicats de la faculté est lu ; il affirme le refus de tout déménagement, et réclame des conditions de travail et de sécurité d'emploi normales. En réponse, Mallet se lance dans un flot de bonnes paroles : sa sympathie pour Vincennes, ses difficultés avec les conseillers de Paris (de droite, comme de gauche), et avec le ministère des finances où Vincennes aurait mauvaise réputation, à cause de la sexologie...

Au passage, on apprend que des tractations clandestines ont eu lieu avec le PCCF, pour nous envoyer dans son siège de Montreuil sous Bois. Considérant comme acquis depuis 1969, le départ de Vincennes, mais affirmant qu'aucune autre décision n'est prise, Mallet assure que tout se passera bien sans licenciements : «Ce ne serait pas un démantèlement, mais un remodelage», avec moitié moins d'étudiants quand même. Un incident montre

alors comment les gestionnaires de «gauche» de la fac sont séduits par ce discours : le président Merlin du PS se déclare ouvert à toute possibilité ; Montreuil, le quai de Bercy, et même... les abattoirs de la Villette!

Ceci provoque immédiatement une mise au point de la CFDT.

1^o) Les propos n'engagent que le président lui-même.
2^o) La plateforme syndicale est claire : Vincennes doit rester à son emplacement actuel.

Aucune réponse de Mallet là-dessus, ni sur la situation actuelle de licenciements camouflés de nombreux chargés de cours, faute d'un budget d'heures complémentaires suffisantes ni sur les menaces envers les étudiants étrangers et non bacheliers, ni sur l'insécurité des locaux.

Encore un peu de pompage, puis on quitte la salle, tout en estimant positif d'avoir imposé à Mallet de nous avoir reçus, ce qui a permis de contrôler les manœuvres des gestionnaires et d'avoir l'information directement. Les commentaires de la délégation sont significatifs du bilan de la démarche : «Remodeler en modèle réduit», «dès lundi, il faut dénoncer les manœuvres de Merlin dans toute la faculté».

Syndica : CFDT Vincennes



Une image de la campagne municipale à Souillac (Lot), on ne recule devant rien pour grappiller quelques voix...

UN AGENT ZÉLÉ EDF REÇU À COUPS DE BALAI !

Cette semaine, à Vitry, Cité des Marronniers, un agent EDF est venu faire plusieurs coupures de courant. Réputé pour son zèle, cet agent a été reçu à coups de balai dans les escaliers. Il a préféré faire demi-tour en faisant des menaces. Le plus étonnant, c'est que cette coupure était faite sur une facture à moitié terminée. En effet, ces factures sont à facilité donnée aux familles par l'EDF, pour celles qui paient plus de 1 000 F par an d'électricité. Avant la famille pouvait payer une partie de la facture estimée forfaitairement à moitié terme ou payer tout à terme échu. Aujourd'hui, ce choix devient obligation, puisqu'on coupe quand la facture à mi-terme n'est pas payée. Un coup de téléphone à Montrouge a d'ailleurs permis en plus d'apprendre que l'EDF mettait en fiche les mauvais payeurs.

Correspondant Vitry

ITALIE

● TOUTES LES MANIFESTATIONS SONT INTERDITES

● LA POLICE AUTORISÉE A TIRER

Les obsèques de Larussia, l'étudiant révolutionnaire assassiné à Bologne jeudi dernier se déroulaient hier après-midi dans une ville en état de siège depuis dimanche.

Le ministère de l'Intérieur répétait lundi matin que l'état d'urgence serait promulgué si les manifestations se poursuivaient. Dimanche soir il avait interdit pour une durée indéterminée toute manifestation à Rome tandis que les batailles se poursuivaient à Bologne.

Dans cette ville les chars sont entrés sur le campus universitaire, pour détruire

les barricades. A Rome, où samedi se déroulait une manifestation de plus de 50 000 personnes contre l'assassinat par un policier d'un étudiant révolutionnaire, la police avait reçu l'ordre de tirer. L'ordre venu du ministère de l'intérieur s'appuyait sur une loi de 1975, la loi Reale votée par le PCI et la DC ensemble, qui prévoit entre autre que la police avait le droit de tirer «en cas de nécessité».

Après les manifestations de Rome samedi, de véritables ratonnades ont été organisées par les brigades spéciales qui attaquaient et matraquaient très

violemment tout ce qui de près ou de loin ressemblait à un éventuel manifestant.

LE PCI : SOUTIEN A LA POLICE

Dans ce climat de terreur policière, alimenté par le fait que des groupes bien organisés (et provocateurs) ont pris l'initiative de piller des armureries et de riposter par les armes aux tirs de la police, le PCI se porte entièrement du côté de celle-ci. Il a été complètement absent des manifestations pour protester contre

l'assassinat de Bologne, tant à Bologne qu'à Rome.

En plein accord avec la DC, il jette un voile pudique sur les crimes policiers pour affirmer qu'il y a un complot criminel, que les violences sont «manigancées dans l'ombre», qu'il s'agit d'attaques contre l'ordre républicain, condamnant ainsi d'un bloc tout le mouvement de protestation contre les crimes policiers. Mercredi il appelle à une manifestation avec la DC, le PCI et le PS à Bologne contre ce «complot». Le compromis historique prend aujourd'hui le visage de terreur policière.

ESPAGNE

TROIS JOURS DE LUTTE EN GUIPUZCOA

Dimanche à Mondragon, à 70 kms de Bilbao une voiture dans laquelle se trouvent quatre policiers est interceptée par deux jeunes qui ouvrent le feu. Un garde civil est tué et deux autres blessés. Il s'agit d'une riposte à l'assassinat de 2 militants de l'ETA assassinés mardi dernier au cours d'un contrôle routier. Toute la semaine dernière a vu se dérouler des luttes au Pays Basque pour protester contre cet assassinat. L'«indulto» du gouvernement samedi n'a pas démobilisé le peuple basque qui continue à lutter pour une véritable amnistie.

Mardi 8, 2 patriotes de l'ETA étaient assassinés par la garde civile. La version officielle soutient que les militants avaient vidé un chargeur de mitraillette sur les gardes civils ce qui est contre dit par des témoins. De plus, aucun policier n'a été blessé ce qui paraît pour le moins contradictoire.

Dès le lendemain, la grève était générale dans toute la province de Guipuzcoa. A Tolosa une manifestation se rend à Ibarra, dans la banlieue et d'où est originaire l'une des deux victimes.

Un communiqué est approuvé par les 10 000 participants dénonçant le gouvernement et les partis qui négocient avec lui, appellent à la grève générale.

A Villa Franca une fête populaire qui devait se dérouler le jour même est annulée, 10 000 personnes accourent également à l'enterrement dans la localité voisine de Saldria.

A San Sébastien, une manifestation de 3 000 étudiants est dissoute par la police.

Le lendemain, la grève continue dans toute la province. Il y a une manifestation de 2 000 employés de banque à San Sébastien : nouveaux affrontements, et barricades.

A Ibarra une assemblée conjointe de 3 usines élabore un communiqué qui exige la dissolution des corps répressifs et des bandes fascistes, qui dénon-

cent la responsabilité du gouvernement.

Deux infirmières sont arrêtées, accusées d'appartenir à l'ETA. Une manifestation des infirmières de San

libérant la majorité des prisonniers politiques ne désamorçait pas la mobilisation. Dimanche, à Saint Sébastien, à l'appel des commissions pour l'amnistie 15 000 personnes sont réunies au vélodrome. L'après midi, la sortie du meeting est encerclée. Plusieurs milliers de policiers casqués entourent le cortège et, après avoir bouclé les rues, tirent des grenades lacrymogènes et des balles de caoutchouc. Des manifestants dressent rapidement des barricades pour se protéger. Des affrontements avec la police auront lieu jusqu'à la nuit.

A Portugaleta, en Biscaye 6 000 personnes ont défilé. A Barcelone, plusieurs milliers de personnes ont manifesté en direction de la prison où se trouvent quarante trois prisonniers politiques.

● PAYS-BASQUE : A NOUVEAU UN MANIFESTANT ASSASSINÉ

Un manifestant de dimanche, atteint par une balle de caoutchouc tirée par la police est mort de sa blessure hier après-midi à l'hôpital de San Sébastien.



La manifestation de San Sébastien

Sébastien est dissoute par la police devant la mairie.

Vendredi, le mouvement s'est limité presque partout à des arrêts de travail partiels.

San Sébastien a cependant été le théâtre de combats de rue très durs. Le vieux quartier était encerclé par la police qui demandait leurs papiers à toutes les personnes qui voulaient y entrer.

LES MESURES DU ROI INSUFFISANTES

L'annonce de l'«indulto»

SAINT DOMINGUE

Après les affrontements des étudiants avec la police la semaine dernière, la police a pris le contrôle de l'Université de Saint-Domingue.

MOZAMBIQUE : SOMMET DES PAYS DE PREMIERE LIGNE

Les présidents du Mozambique, de la Tanzanie, de la Zambie et de l'Angola, pays qui ont des frontières

communes avec le Zimbabwe et soutiennent le Front Patriotique, se sont rencontrés hier pour examiner la situation.

EUROPE

Hier s'est ouvert à Bruxelles la rencontre annuelle des ministres de l'agriculture des Neuf. La question de la vente de beurre à l'URSS et la fixation des prix agricoles seront à l'ordre du jour.

La Réunion : terrain de chasse électoral

La lutte pour les municipales, transforme les colonies en champs clos où s'affrontent en toute impunité candidats bourgeois de droite ou de gauche.

Ainsi en Réunion, la concurrence entre Républicains Indépendants, candidats du RPR et liste «démocratique» a donné lieu à plusieurs agressions. Paul Bernard, maire RPR de St-Claude, a déjà dans le passé été inculpé pour fraude électorale, bourrage et enlèvement d'urnes. Jeudi soir son fils, armé d'un fusil, fait irruption, à la tête d'un commando, dans la réunion électorale d'un autre candidat. Ses hommes de mains malmènent plusieurs assistants. Ils s'en vont en laissant sur le plancher un blessé grave qui a dû être hospitalisé. Bien sûr, aucun des agresseurs ne court de risque. Pendant ce temps, d'autres partisans du maire RPR rouaient de coups à son domicile un parent d'un candidat d'une autre liste. Plusieurs maisons particulières ont été attaquées ainsi que la permanence d'une liste d'opposition.

Conseil national palestinien : la charte ne sera pas modifiée

Le Conseil National poursuit ses travaux au Caire depuis samedi dernier. Le président du Conseil National Palestinien sortant Khaked Fahroum a été réélu. Le Comité exécutif de l'OLP doit également être réélu, avec Yasser Arafat pour président.

A la suite d'un rapport sur les activités de la Résistance Palestinienne par Yasser Arafat, la discussion s'est ouverte. Dès dimanche soir, le porte-parole du conseil national Palestinien déclarait qu'il n'y aurait pas de modifications de la charte palestinienne ni du programme en 10 points, adopté au 12^e Conseil National de 1974. Ce programme rejeta notamment : «tout projet d'entité palestinienne dont le prix serait la reconnaissance de l'ennemi, la paix, les frontières sûres, la renonciation, à nos droits nationaux et la privation des droits nationaux et la privation des droits de notre peuple au retour et à l'autodétermination sur le sol de sa patrie».

Sadate a salué le Congrès qui se tient au Caire par un discours où il a notamment déclaré : «Il est inadmissible que certains en viennent à parler de frontières défendables selon la conception israélienne», condamnation nette des propos de Carter. Il a également affirmé qu'il n'était «pas question d'imposer quoi que ce soit au peuple palestinien».

URSS : LE CHANTAGE MILITAIRE COMMENCE

«La détente et une conduite normale des discussions supposent l'établissement d'une atmosphère de confiance entre les parties et le respect des lois et des traditions de chacun» écrit la Pravda, qui visiblement considère que les prisons psychiatriques font partie des «traditions».

«Les tentatives pour faire pression sur nous, pour nous imposer des concessions de principes conduisent à une atmosphère de méfiance». Ainsi s'affirme la position des Soviétiques de refuser les propositions de limitations des armes proposées par Carter, notamment sur les armes conventionnelles.

LE PUZZLE DE CARTER :

Un représentant de l'Etat Major US participera aux négociations SALT pour la première fois, lors du voyage à Moscou de Cyrus

Vance dans les prochains jours. Carter avait d'ailleurs déclaré aux représentants au Sénat que les critiques contre les choix de Warnke comme négociateur, trop disposé à réduire les armes, devaient être limitées puisque l'armée participerait à toutes les négociations.

LE RESPONSABLE DES RADIOS US

La nomination du responsable de radio Free Europe et de Radio-Liberté les 2 stations américaines destinées à l'Europe de l'Est a conduit à une dispute au sein du sénat : le responsable nommé William Griffith du Massachusetts Institute of Technology avait été renvoyé de radio Free Europe en 1956, ses émissions destinées à la Hongrie ayant appelé alors à la résistance armée jusqu'au bout. Le choix risque de renforcer la «méfiance» de Brejnev.

INTERNATIONAL

L'Europe et l'austérité RAPPORT DE LA COMMISSION DE LA CEE : PAS DE QUOI ÊTRE OPTIMISTE

Selon un rapport de la commission de la Communauté Économique Européenne, rendu public le 11 mars à Bruxelles, le développement économique de la CEE offre peu de chances de se renforcer dans un proche avenir.

En ce qui concerne la situation internationale, la commission a relevé que les États Unis et le Japon avaient annoncé des mesures qui pouvaient stimuler les affaires et apporter des perspectives aux autres pays industrialisés. Mais ces mesures n'auront pas d'effet rapide ni très substantiel sur la situation économique des États membres de la CEE.

La Commission prévoit un accroissement du produit national brut pour l'ensemble de la communauté égal à 3,5 % en 1977, soit un peu plus que ce qu'elle prévoyait lors de ses estimations de la mi-janvier. Mais en 76, l'accroissement avait été de 4,5 % par rapport à 75. Selon la Commission, le rythme de développement actuel de la Communauté «présente la même modération» que celui constaté après la pause de l'été l'année dernière, et cela en dépit des tendances généralement favorables qui se développent en Allemagne de l'Ouest et aux Pays Bas, ainsi que «d'une reprise en flèche de l'activité» en Italie.

L'index de la production s'est accru de 2,5 % au cours du second semestre 76 par rapport au semestre précédent, alors que pour la même période il avait progressé l'année précédente de 4,5 %. L'écart continue de se creuser entre les divers pays membres ; les carnets de commande continuent de s'amenuiser, sauf en RFA, la lenteur du rétablissement de l'économie européenne est dû principalement, pense la commission, au fait que la politique de stockage a pris fin. Mais il faut aussi tenir compte d'un certain manque d'allant dans les investissements prévus : leur volume est resté inférieur à celui d'il y a trois ans.

Les investissements sont découragés par le peu de profit qu'ils laissent espérer, par les incertitudes des débouchés et par la réticence des gouvernements concernés à faire des réformes structurelles a déclaré la Commission.

Toujours selon ce rapport : «Le taux d'inflation à l'intérieur de la Communauté prise dans son ensemble ne peut tomber suffisamment pour donner les coudées franches aux États membres dans leur lutte contre le chômage». Il y a actuellement presque 6 millions de chômeurs dans les États de la CEE, avec un taux d'innoculation égal à 5,6 %.

Compte tenu de la réduction des importations de ses États membres, la Communauté espère réduire le déficit de sa balance des comptes en 77 par rapport à 76, où il était de 9 milliards et demi de dollars. De 74 à 77, ce déficit dépasse les 20 milliards. A moins d'un changement dans sa politique économique, estime la Commission, la CEE ne pourra réaliser son objectif d'accroître de 4 % son produit national brut en 77, ni de réduire de 7 à 8 % son taux d'inflation.

CHÔMAGE EN HAUSSE DANS LES PAYS DE L'OCDE

L'organisation Internationale du Travail a publié le 10 mars un rapport sur la situation de l'emploi des jeunes. Il en ressort que 7 millions de jeunes de moins de 25 ans, vivant dans les 24 pays de l'OCDE, sont sans travail. Ils représentent 22 % de la population de cet âge, et 40 % de la masse totale des chômeurs. En Grande Bretagne, ils étaient 28 000 en 1968, 175 000 en 1975, plus de 200 000 l'an dernier. En France, fin janvier, sur 1 068 448 demandes d'emploi non satisfaites, 451 000, soit 42,23 % émanaient de jeunes de moins de 25 ans.

QUAND BARRE PARLE DE SON PLAN EN ALLEMAGNE...

Dans une interview accordée le 28 février à la revue allemande «Der Spiegel», Barre déclare notamment qu'il développe le chômage «Le gouvernement français s'est proposé avant tout de réduire la hausse des prix, de régulariser la balance commerciale, particulièrement par des économies en matière d'énergie, et de stabiliser le franc. Evidemment toute politique de lutte contre l'inflation conçue à court terme est restrictive et entraîne des conséquences sur la situation de l'emploi...»

Le chômage en France s'est aggravé au cours du mois de février. Cela paraît naturel à monsieur Barre, qui y voit le signe de la réussite de son plan, et le moyen de juguler l'inflation.

Par ailleurs, Barre, qui souligne que la «France a soutenu, plus que n'importe quel autre pays, et non sans mérite, les efforts de la République Fédérale Allemande après la 2^e guerre mondiale, a encore trop de choses à faire avec elle pour se laisser influencer par «d'inutiles sensibilités et une peur non fondée», peur et sensibilité qui toucheraient le sentiment de l'indépendance nationale et le refus d'une hégémonie ouest-allemande sur l'Europe.

Afrique du Sud

AGGRAVATION DE LA CENSURE

Le gouvernement raciste de Vorster vient de proposer au Parlement une nouvelle loi de censure de la presse. Désormais les journalistes devront respecter les «les critères de décence et de morale publique et ne pas porter préjudice à l'image de la République à l'extérieur, à l'ordre, à la prospérité économique, à la sécurité de l'État». Selon cette loi, les journalistes peuvent se voir reprocher «la distorsion des faits, l'exagération, la mauvaise représentation, les omissions». Les sujets les plus concernés sont, bien sûr ceux qui touchent la répression et le racisme. C'est un conseil de la presse contrôlé par le gouvernement qui jugera des délits : ceux-ci pourront valoir aux journalistes de fortes peines d'amendes ; quant aux journaux, ils pourront être suspendus pour une période fixée par le conseil.

Ce projet a provoqué de vives contradictions au sein de la bourgeoisie même. Il a été accueilli au Parlement par les cris de «Nazis!». L'ensemble de la presse a également protesté : le «Johannesburg Star» a déclaré «cela va complètement changer l'image du pays aux yeux du monde libre». En effet cette loi visant principalement la presse africaine et les progressistes est désapprouvée par tous ceux qui veulent aménager le pouvoir raciste par des mesures comme l'électrification de Soweto et la «promotion» de certains Africains. Si cette nouvelle législation qui a pour but de construire un mur de silence sur la répression et sur la lutte du peuple d'Afrique du Sud, elle risque d'accroître l'isolement international du

régime raciste de Vorster, à l'heure où Carter, se prétendant défenseur des droits de l'homme exige davantage de discrétion de la part des régimes qu'il soutient.

«L'HONORABLE CORRESPONDANT» DES RACISTES AUX USA

John Mac Goff, propriétaire de nombreux journaux et revues aux États-Unis, a été dénoncé comme «le premier ami de l'Afrique du Sud aux USA», ce dont il convient volontiers. Les éditoriaux de tous ses journaux défendent systématiquement le point de vue des racistes. Ayant fait un reportage en Afrique du Sud sur invitation du gouvernement, Mac Goff s'est lié avec Vorster et son ministre de l'Information, Mulder. Très rapidement ensuite, il

a commencé à racheter des journaux et à se constituer un empire de presse, financé par ses amis racistes. De plus, il a tenté d'acheter des journaux d'Afrique du Sud, ne les trouvant pas conformes à ses conceptions : «La presse ne devrait pas se contenter de critiquer, mais elle devrait aussi soutenir le gouvernement». Suivant cette logique, Mac Goff avait reproché en 1975 au «Washington Post» ses révélations sur l'affaire du Watergate !



«L'intégration scolaire» : une curiosité !

Yougoslavie

CONTRE LE MONOPOLE NUCLÉAIRE

«Que la Yougoslavie soit contrainte ou non à se lancer dans la production de l'arme atomique, cela ne dépend pas du tout de la Yougoslavie.

C'est une chose bien connue partout dans le monde que la Yougoslavie est, et demeure, un partisan convaincu de la politique de désarmement mais du désarmement pour tous.

C'est le colonel Ivan Kukoc, membre à la fois de la direction des forces armées et de la Ligue des communistes yougoslave, qui a fait ces déclarations vendredi dernier, à Belgrade. C'est, jusqu'ici, l'indication la plus explicite, que la Yougoslavie envisage sérieusement de se doter de l'arme atomique.

Il a ajouté : «Par des efforts continus, la Yougoslavie a réussi à développer une capacité de recherche industrielle et technologique, qui lui permet pour l'essentiel de répondre aux besoins de nos forces armées.»

Ainsi, la Yougoslavie, qui est l'objet de pressions de plus en plus menaçantes de la part du social-impérialisme, affirme sa volonté d'avoir tous les moyens de préserver son indépendance nationale en brisant le monopole nucléaire des super-puissances, maintenu sous prétexte de «lutte contre la prolifération».

Suisse

Nouvel échec d'une proposition de loi xénophobe repoussée par 71 % des voix

Dimanche, pour la quatrième et cinquième fois, deux propositions de loi visant à restreindre l'immigration et les naturalisations ont fait l'objet d'un référendum, elles avaient été déposées par deux partis d'extrême-droite. Elles ont été repoussées, comme celles qui avaient été déposées en 1970 et 1974, à une large majorité : 71 %.

Les effets de la crise en Suisse ont touché en premier les emplois des

ZIMBABWE : GREVE DES LYCÉENS POUR SOUTENIR LA GUERRILLA

La semaine dernière, plus de 25 000 lycéens du Zimbabwe ont boycotté les cours surtout dans les régions frontalières, dans le cadre d'un mouvement de soutien aux guerilleros du Front Patriotique. Ils ont réalisé cette action malgré les menaces du gouvernement raciste qui avait diffusé des dizaines de milliers de tracts où il faisait le chantage à l'exclusion et à la suspension des cours.

IMPORTANTES HAUSSES DES PRIX EN AFRIQUE DU SUD

D'importantes hausses des prix ont été annoncées en Afrique du Sud. On a appris la semaine dernière que les tarifs des chemins de fer augmentaient de 16 %, tandis que les prix de l'alcool, des cigarettes et de l'essence montaient également. Ces hausses vont toucher en premier les travailleurs africains. Le gouvernement raciste lui-même craint les conséquences de ces mesures qui ne peuvent qu'accroître la révolte du peuple d'Afrique du Sud.

COMORES : DECOUVERTE D'UN RESEAU DE MERCENAIRES

La semaine dernière, le ministre de l'intérieur des Comores a annoncé qu'un réseau devant favoriser l'inva-

Correspondant Lausanne

sion de mercenaires pour renverser le gouvernement avait été découvert et démantelé. Ces mercenaires auraient été recrutés en France et comprendraient des militaires français originaires des Comores.

AVEC LES OPPOSANTS TCHÉCOSLOVAQUES

INTERVIEW DE LOLLY CLERC ET BRIGITTE LACOMBE
DE RETOUR DE TCHÉCOSLOVAQUIE

Lolly Clerc et Brigitte Lacombe, journalistes à «Elle» ont voulu faire un reportage en Tchécoslovaquie. Après 10 jours d'enquête auprès de signataires de la Charte 77, elles ont été arrêtées par la police tchécoslovaque, emprisonnées, interrogées pendant quatre jours. Toute la presse en a parlé. «Mais, disent-elles, ce n'est pas le plus important, cela arrive à d'autres tous les jours. Ce qui est important, c'est ce que nous avons vu en Tchécoslovaquie, nous nous sentons terriblement concernées par ce qui se passe». C'est précisément à ce sujet que nous les avons interrogées.



Le gouvernement tchécoslovaque face à Brejnev en 1968

— Q : Qui sont les signataires de la Charte 77 ?

— L. C. : Ce sont des gens d'opinions en fait très diverses. Je crois que leurs deux porte-paroles sont assez représentatifs, Jiri Hajek est l'ancien ministre des affaires étrangères du gouvernement Dubcek, c'est un exclu du parti communiste. Par contre, Jan Patocka est une des autorités morales du pays, c'est un philosophe, non-marxiste, qui n'a jamais été directement mêlé à la politique. Il y a aussi des chrétiens, nous avons rencontré un pasteur. Du point de vue social, ce sont surtout des intellectuels, mais sur 440 signataires il y a tout de même 80 ouvriers.

— Q : Qu'ont-ils voulu faire en lançant la Charte 77 ?

— L. C. : D'abord, ils ont voulu mener une action légale — la Charte c'est d'abord un rappel des lois tchécoslovaques — puis, ils ont voulu lancer un appel au dialogue. En fait, c'était le premier acte politique depuis 1968. Je crois pouvoir dire qu'aucun n'avait pensé à une telle réaction des autorités. Bien sûr, ils ne s'imaginaient pas que ce serait facile, mais ils ne s'attendaient pas à une réaction aussi dure.

— B. L. : Jiri Hajek s'est vu nettement signifier que désormais il ne pourrait discuter avec personne d'autre que la police et la justice. Nous le disant, il a d'ailleurs ajouté : «Comme si nous avions l'habitude d'avoir affaire à quelqu'un d'autre».

PLUS AFFAIRE
QU'À LA POLICE

— Q : Peux-tu préciser le type de répression qui s'est abattue sur les signataires ?

— L. C. : Si vous signez la Charte aujourd'hui, vous êtes appelé à Rujone, le siège de la police, vous subissez un ou deux interrogatoires : «Comment avez-vous entendu parler de la Charte ? Qui vous l'a adressé ? etc...» Dans les huit jours, vous êtes licencié ou déplacé à un poste de travail que vous ne pouvez pas assurer ou avec une perte de salaire telle que vous pouvez uniquement survivre. On vous coupe le téléphone, ou on le met sur écoute. Si vous conduisez, on vous supprime votre permis de conduire, si c'est votre fils qui conduit, c'est à lui qu'on le supprime, s'il y a trop de gens qui conduisent dans votre famille, on vous supprime carrément votre voiture. Enfin, on vous confisque vos papiers et on vous oblige à venir pointer tous les mois au commissariat. Finalement, vous êtes placé sous surveillance constante.

Je crois que pour signer la charte aujourd'hui, il faut être un héros. D'ailleurs la deuxième liste de signatures ne porte pas l'adresse des signataires, ce qui a valu à Hajek et Patocka d'être inculpés pour usage de faux.

OU LES COLLABOS
RECULENT DEVANT
LA CLASSE OUVRIÈRE

— Q : Quelles sont les réactions du peuple tchécoslovaque et d'abord de la classe ouvrière ?

— L. C. : Nous avons essayé de rencontrer d'autres personnes que les signataires de la Charte. Ceux-ci étaient très heureux de notre demande et ont fait ce qu'ils ont pu pour nous aider mais cela a été très difficile pour des raisons de sécurité. Il nous a semblé que ce qui dominait chez les tchèques, c'est une tendance à l'apolitisme qui est un mélange de peur, de scepticisme et d'écœurement. On a cherché aussi à développer une mentalité de consommation. Par exemple il y a eu ces dix dernières années un développement considérable des «Ratas», petites résidences secondaires en préfabriqué le plus souvent où de nombreux Pragois viennent passer le week-end. Ce très relatif confort matériel allié à la peur de la répression détermine une certaine apathie chez pas mal de gens.

Mais particulièrement dans les villes industrielles de la Bohême du Nord à Prague, il y a un courant attentif et curieux par rapport à la Charte, notamment chez les ouvriers.

On sait qu'à Pilsen et à Ostrov, des commissaires du parti ont tenté de faire signer l'anti-charte 77 dans les usines. Certains ateliers ont refusé en bloc en disant qu'ils ne pouvaient pas prendre position contre un texte qu'ils ne connaissaient pas. Ce qui est important c'est que devant cette réaction, les autorités ont renoncé à leur tentative et n'ont même pas cherché à présenter l'anti-charte dans d'autres ateliers.

Autre exemple qui montre à la fois la sympathie et la peur : un signataire travaille dans une usine où le directeur a convoqué une

réunion d'adhésion à l'anti-charte. Il s'est évidemment refusé à la signer. Son directeur ne le connaissant pas comme signataire, a fait pression sur lui en mettant en avant que, de toutes façons personne n'y croyait et qu'il valait mieux signer, pour son propre bien. Il a été le seul de son usine à résister mais il n'empêche que de nombreux travailleurs sont venus le voir par la suite pour lui dire qu'au fond ils étaient d'accord avec lui et pour lui demander de leur donner des renseignements sur la Charte.

Je crois qu'il est significatif de noter que sur les 200 premiers signataires il y avait 15 ouvriers contre 65 sur la deuxième de 240 signataires.

Aussi, il est important d'indiquer que plusieurs paysans ont signé, malgré l'isolement relatif que représente la vie à la campagne.

«ENGAGÉS A FOND»

— Q : Comment les signataires voient-ils se développer leur mouvement ?

— L. C. : C'est assez difficile à dire. Un certain nombre sont assez pessimistes, ils disent qu'ils font un travail de termites et que cela ne déterminera pas de changements directs à cause de cet état d'esprit que je décrivais tout à l'heure.

D'autres, en général les plus «politiques», pensent que dans un délai relativement long, cela pourra déboucher sur un mouvement plus ample.

De toutes façons, ils sont très déterminés. Il faut savoir que l'on a offert à la plupart de ceux qui sont

connus de quitter le pays, et même de leur payer le voyage. Un homme comme Kohout, dont les pièces sont jouées dans le monde entier, pourrait partir très facilement mais il s'est engagé à fond.

Il y a des indices qui montrent que leur action a atteint sa cible. Lors d'une réunion du comité du parti de Prague, une sorte d'autocritique a été faite dans la mesure où il a été reconnu que la répression dirigée contre les enfants des dissidents avait été très maladroite et l'on a critiqué aussi l'anti-charte parce qu'elle avait contribué à faire de la publicité à la Charte 77.

Cela ne remet rien en cause fondamentalement mais cela prouve que le mouvement atteint sa cible.

«QUELLES SONT
LES ACTIVITÉS DE
VOS FRÈRES
ET SŒURS ?»

— Q : Qu'est-ce que vous avez pu discerner de la répression exercée directement contre le peuple tchécoslovaque ?

— L. C. : Un aspect particulièrement odieux de la répression est précisément dirigée contre les jeunes. Pour être admis dans une classe supérieure, les élèves doivent passer des examens mais, ce qui compte le plus, ce sont les points attribués par l'administration et directement en fonction de l'attitude des parents.

En fait, il faut remplir chaque année à la rentrée un questionnaire portant sur

l'origine sociale de la famille, les activités politiques des parents, celle des frères et sœurs. Au début, je ne voulais pas le croire, mais on m'a confirmé que les réponses étaient systématiquement vérifiées.

— B. L. : Il y a aussi les informations à la télévision qui sont d'une pauvreté vraiment navrante. Tous les soirs la vedette est donnée à un officiel qui visite telle usine et qui félicite tel ouvrier parce qu'il y a dépassé les normes de production, pour le reste il y a vraiment le minimum d'information.

— Q : Et l'occupation soviétique, comment se manifeste-t-elle ?

— L. C. : A Prague, très peu, les militaires soviétiques ne se montrent pas. Dans les campagnes bien entendu il en va autrement.

On m'a dit qu'en certains endroits, des villages en préfabriqué étaient apparus le long des routes. On pense qu'il s'agit de garnisons russes qui installent leurs familles. Ce serait normal si l'on pense qu'officiellement il y a 60 000 soldats soviétiques en Tchécoslovaquie.

Une amie nous a racontée qu'elle avait été directement interrogée par téléphone du ministère de l'intérieur. A un moment, la fille qui menait l'interrogatoire s'est excusée de trébucher sur les mots parce qu'elle traduisait directement du russe. Je pense que ça se passe comment.

DANS NOTRE COURRIER

Devenez

«**ABONNÉ**»

AM
PROLONGÉ
JUSQU'AU 15 MARS

**Quotidien
du Peuple**

LA CARTE D'ABONNÉ-AMI
DU QUOTIDIEN DU PEUPLE
VOUS DONNE DROIT :

• A un abonnement au choix à :

- Front Rouge
- Rebelles
- Pékin Information
- La Chine en construction

• Et à un livre ou un disque au choix :

PARMI LES LIVRES

- 2 tomes des œuvres choisies de Mao Tsé-toung
- La réception des parutions du «Grand Livre Rouge du Marxisme Léninisme», ouvrage en cours d'édition qui rassemble plusieurs classiques du marxisme léninisme
- «Révolution et contre révolution en Argentine» de Géze et Labrousse
- «La Chine de Mao» par Roger Pic
- Ismail Kadaré et la nouvelle poésie albanaise, de Michel Métais
- L'Antidühring d'Engels
- Les cahiers philosophiques de Lénine

PARMI LES DISQUES

- Un disque chinois (L'Orient est rouge, Opéras à thème révolutionnaire...)
- Un disque de François Tusques (Ça branle dans le manche)
- Dansons avec les travailleurs immigrés
- Un disque de Gies Servat (L'Hirondelle ou le Pouvoir des mots)
- Les chants de la Résistance Palestinienne
- Un disque de Carlos Andrés Bello (un peuple en lutte : Espagne)

• Et à la brochure «Programme et Statuts issus du 2^e Congrès du PCRml»

• Sur présentation de la carte

RÉDUCTION

de 10% sur plusieurs librairies dont :

- La librairie populaire (rue Duguesclin) à Lyon
- «Les Temps Modernes» (rue Notre Dame de Recouvrance) à Orléans
- La librairie populaire (40 rue Jules Guesde) à Lille
- «Mimesis» (5 bis rue de Grasse) à Bordeaux
- «Librairie 71», 24 rue J. Jaurès à Nantes
- «L'Armitière», 12 bis rue de l'École à Rouen
- Librairie «Tschann», 84 bd du Montparnasse à Paris
- «Graffiti», 210, rue J. Jaurès à Brest
- Librairie «Lire», 16 rue Sainte à Marseille
- «Jean Rome», 1 rue des Gras à Clermont-Ferrand
- Librairie Giraudon, 20 rue de Kerampont à Lannion.
- Librairie «Le Temps des Cerises» à Nice.

- Abonnement normal 300 F
- Abonnement de soutien 500 F
- Abonnement de soutien F

Mode de versement :

- En une fois
- En trois fois (échelonné sur trois mois)

OM (en capitales)
 énom
 lresse
 Ville

«**J'ai apprécié
la diversité des articles
sur la vie quotidienne.**»

Bravo pour les derniers QdP. L'intérêt est toujours très fort. 12 pages pour un tel journal c'est finalement peu, par rapport aux nombreux sujets à traiter. Le choix est particulièrement difficile. C'est pourquoi j'ai apprécié la diversité des articles touchant la vie quotidienne : sur les handicaps, une page particulièrement réussie (Ven. 25/2). Elle traitait les différents aspects de leur vie et de leurs luttes : les lois les concernant, le métro à Marseille, leur lutte au CAT de Besançon. A ce propos, je vous apporte le témoignage suivant. J'ai travaillé, vers les années 70, comme éducateur dans un centre pour enfants handicapés moteurs (certains enfants ne pouvant pratiquement rien faire seuls : ni manger, ni s'habiller, ni aller aux W.C.). Or environ 60 % des enfants étaient handicapés à cause de leur naissance. Certains ayant été réanimés pendant plus de 6 h, alors qu'on sait qu'il y a un risque très fort de la réanimation, à faire ou

à ne pas faire, à poursuivre ou à interrompre, est particulièrement délicat, mais il est possible de prendre les précautions avant (cf. Minkowski). J'ai même entendu le médecin responsable du centre dire que des médecins en profitaient pour faire des expériences (de réanimation...) !!

Vos articles sur la réforme Haby montraient bien l'esprit de cette réforme, qui ne changera pas grand-chose dans les faits. Car quels moyens, en temps, en locaux, et financiers donnent-on pour la mettre en pratique ? Diminuer le nombre d'élèves par classe, c'est bien, mais dans quels locaux mettra-t-on les nouvelles classes (principalement dans les écoles primaires) ? Construire-t-on des classes du style Pailleron (...) ?

Vu l'intérêt de plus en plus grand, et les dangers également, de la pollution, des maladies professionnelles, vos articles touchent probablement beaucoup de

monde, quelquefois moins «directement» politisés, comme j'ai pu le constater autour de moi.

Le QdP s'intéresse à la vie des travailleurs et à leurs différentes préoccupations.

Pourquoi dans ce cas, y a-t-il aussi peu d'articles sur les luttes au sein de l'armée, ou sur celles contre la psychiatrie qui touche un grand nombre de gens, menace les jeunes (l'armée) ou les travailleurs (psychiatrie, tests d'embauches, psychologues d'entreprise) ?

Il y a tellement à faire, que ce ne sont pas vraiment des critiques mais plutôt des suggestions.

D'ailleurs si j'en ai le temps je vous enverrai prochainement quelques réflexions à propos de tests d'embauche et d'une formation que j'ai suivie à mon entrée dans une grande entreprise.

Salutations communistes

M.H. Le Raincy

Nous te remercions pour tes remarques précises et détaillées et l'intérêt suscité par le QdP que tu rapportes dans ta lettre. A propos des articles sur l'armée et la psychiatrie, nous avons publié, et ce régulièrement, de nombreux articles sur ces deux thèmes. Les cas de répression dans l'armée qui nous sont signalés sont rapportés dans nos colonnes. Nous avons donné une certaine place aux vingt et un non lieux dans l'affaire des comités de soldats. Pour ce qui est de la psychiatrie, de l'internement d'office, des pratiques carcérales dans les hôpitaux, nous avons rapporté l'affaire

P.P

LA COMMUNE Au jour le jour



A partir du 17 mars, un nouveau feuilleton, page 10, dans le quotidien.

Gravures, dessins, caricatures, photos, affiches, journaux, documents de l'époque de la Commune de Paris, le tout présenté sous forme de bande illustrée, nous permettront de vivre, jour après jour, ce qu'a été pour les Parisiens la Commune : l'enthousiasme d'une ville gérée pour la première fois dans l'Histoire, par des travailleurs ; un certain pacifisme aussi, inhérent à l'époque ; le rôle nouveau des femmes, un rôle politique, une participation militaire ; les débats au sein des quartiers ; une réflexion idéologique remet-

tant en question l'ancienne société ; les mesures importantes qui furent prises par la Commune ; l'ambiance libérée de la ville malgré les incessants bombardements versaillais ; puis, durant la Semaine Sanglante, du 21 au 28 mai, la défense héroïque des Communards, de quartier en quartier, de barricade en barricade ; la répression effroyable qui s'abat- tit sur la population, un vrai bain de sang commandé de Versailles par Thiers, le sanguinaire petit valet de la classe dominante ; et, pour conclure, les acquis, les leçons à tirer de cette première révolution prolétarienne, de ce premier gouvernement des travailleurs.

REBELLES N° 6 EST PARU

Passez vos commandes à
Thierry Herment, 57 rue Ordener
75018 Paris

DE LA REVOLTE A LA REVOLUTION

REBELLES

3.50F MENSUEL DE L'UNION COMMUNISTE DE LA JEUNESSE REVOLUTIONNAIRE N°6

EDITORIAL

NOUS SOMMES LA GENERATION DE LA REVOLUTION

Le Quotidien du Peuple, publication du PCRml
 Adresse Postale BP 225 75 924 PARIS CEDEX 19
 Crédit Lyonnais, Agence ZU 470, compte N°7713 J
 Directeur de publication : Y. Chevet
 Imprimé par IPCC-Paris
 Distribué par les NMPP
 Commission Paritaire : 56 942

Le peuple impopulaire

COPYRIGHT LES ÉDITIONS DU SEUIL

ALAIN PRÉVOST
48^e épisode

Le 9 juillet, les Alliés délivrèrent Caen.

Revenant de La Chapelle, Etienne vit sur le dossier d'une chaise la veste de son père. Il se précipita dans les escaliers, ouvrit brusquement la porte, surprenant Michel nu qui se savonnait les épaules, assis dans le tub. Bien qu'il n'y ait jamais eu aucune fausse pudeur entre les membres de la famille, Etienne fut cloué sur place : ces joues creuses et mal rasées, ce visage fatigué l'étonnaient. Plus encore : son père n'avait pas souri tout de suite en le voyant. Etienne eut un serrement de cœur, causé moins par un chagrin personnel que par la vue de cet homme vulnérable : son père. A son âge, Etienne n'écouait déjà plus son instinct, mais son instinct restait fort : il ne pressentit pas de malheur, seulement un monde bouleversé dans lequel son père rejoignait sa place d'homme comme les autres. Il referma la porte et descendit.

La compagnie Goderville était au repos dans le village de Rousset. Catillon ayant pris le commandement de la section, Vieljeu et Volume s'accordaient trois jours de permission. Assis depuis une heure dans l'eau tiède, Michel Vieljeu essayait de se réadapter à la vie de famille.

Bien sûr, il était content de les revoir, tous. Mais il ne se sentait pas heureux, pas même malheureux. L'ordre de quitter Méandre avait brisé un dernier ressort, mettant fin à ses dernières vacances, aux journées passées avec Thérèse, et qu'il considérait comme une ultime récréation : le repas du condamné ! Froidement, Vieljeu se condamnait. Il ne souffrait plus comme après Saint-Nizier. Finis les mauvais rêves, les crises d'angoisse. Il ne lui restait même plus cela, son désespoir était sec.

Vieljeu en avait honte. S'il n'essayait pas de combattre ses impressions, il voulait les cacher, tâche d'autant plus difficile que les liens qui le rattachaient à sa famille étaient rompus. Malgré tout son amour, toute son affection, il voyait sa femme et ses enfants de loin, comme la famille d'un autre. Ce détachement l'agaçait, il voulait le maîtriser. Alors, l'angoisse renaissait, et devant cette menace il abandonnait. Il préférait une froide indifférence aux cauchemars et à la folie.

Par delà le visage amaigri de Michel, Hélène percevait un mal qu'elle n'arrivait pas à diagnostiquer. Son mari lui avait apporté une boîte de cinquante cigarettes américaines parachutées :

— Tiens ! J'ai pensé à toi !

Sa voix manquait de conviction. Pourtant, quelle phrase facile à dire...

Seule, Emeline ne sentit pas de changement chez son père ; trop préoccupée de Terro, elle voyait en lui un juge de ses relations avec l'Espagnol ; elle ne remarquait pas que le juge avait perdu quinze livres.

Dans la grande pièce, la famille entourait Vieljeu et Volume : l'un voûté, l'autre droit, l'un silencieux, l'autre bruyant. Volume essayait d'être discret, mais Volume discret c'était comme un éléphant chez un fleuriste. Le rire de Volume, appuyé par des tapes sur la table, partait de son ventre pour monter jusqu'aux poutres de la grange. Le nez en trompette, les pommettes rouges, la face joufflue, la tête bombée, grande et pourtant perdue dans les épaules, Volume faisait plier le banc sous ses fesses. En le voyant, Emeline ajouta sagement deux kilos de pommes de terre dans la marmite. Pas besoin de lui faire la conversation, il s'en chargeait, parlant de lui, ou des autres, avec la même candeur :

— Pour mon premier saut, j'avais si peur que le sergent a été obligé de me pousser. Je n'avais qu'un parachute. Heureusement, je suis tombé dans un olivier. L'arbre est mort, mais je m'en suis tiré avec une foulure.

— L'arbre est mort ?

— Oui ! J'ai cassé les deux plus grosses branches.

Volume fit trembler la maison au souvenir de cet exploit.

— Et comment as-tu gagné Alger ? demanda Terro.

— J'étais brûlé. Je faisais de la résistance, et les Allemands m'ont remarqué. J'ai bien essayé de me faire pousser une moustache...

La famille hurla de rire. Volume se cachant derrière une moustache, c'était une baleine derrière un buisson. Entraîné, Volume se mit à rire lui aussi.

— Alors, vous comprenez, il ne me restait plus qu'à passer les Pyrénées. Je suis resté un an à Miranda. Je préfère vous dire que les têtes de Franco, pendant un an, on en a bavé...

(à suivre)

HISTOIRE D'INDIENS

Le bi-centenaire de la fondation des USA a été l'occasion d'un déferlement de propagande, visant à réécrire l'histoire de cette super-puissance impérialiste, en en cherchant à circonscrire le berceau de la liberté à quelques noyaux urbains de la côte est des États Unis en 1774. Cette vision des choses est destinée à fonder toujours plus les prétentions à la domination du régime yankee, en lui donnant une prééminence historique pour ce qui fut de la révolution bourgeoise et de l'organisation de la démocratie formelle qui s'en suivit. Giscard aux USA, ce n'est plus « La Fayette nous voici ! » ; c'est 1789 rendant hommage à 1777. Elise Marienstras le souligne très bien dans son analyse des « Mythes Fondateurs de la Nation Américaine » (1) : toute l'histoire des USA est, fondamentalement, idéologique. Elle est aujourd'hui à réécrire. Marienstras montre excellemment comment ce qui, en dernière instance, ne fut qu'une contre-révolution coloniale, réaction des milieux colons à l'intervention de la métropole dans leurs intérêts économiques et sociaux, a pu devenir, grâce à la vision imaginaire qui en a été donnée, immédiatement, par les classes exploitantes, une « Révolution américaine » mythique, fondée en fait, sur le racisme blanc, le terrorisme de l'idéologie protestante et un puritanisme plus soucieux de condamner l'adultère que de poursuivre les employeurs qui ne payaient pas les gages dus à leurs employés.

Car dès le début, cette société américaine coloniale, importée d'une Europe qui connaissait alors l'absolutisme féodal, repose sur des rapports d'exploitation et d'extermination.

Le véritable baptême des USA fut un long bain de sang : sur les charniers des tribus indiennes massacrées devait s'édifier « l'empire américain ». Un des plus farouches résistants à l'extermination de son peuple, Geronimo, décrit, dans ses *Mémoires*, la mort des indiens. Mieux encore que ne l'avait fait HH Jackson, dans « Un siècle de Déshonneurs » (2), récit historique des campagnes menées contre le peuple indien, Geronimo raconte (3) ce qui fut, déjà, le sort des tribus indiennes : la destruction des bisons par les colons, principale ressource alimentaire des indiens, les farines offertes aux survivants par les troupes américaines qui, au préalable des assaillonnements de strychnine, et, pour ceux qui n'étaient pas encore morts, la concentration sur des terrains exigus, insuffisants, pour fournir les aliments nécessaires.

A la différence des fascistes allemands dont les méthodes furent formellement les mêmes, lorsqu'ils soumièrent les juifs, Tziganes et Polonais à la déportation, les colons américains ne veulent pas soumettre les Indiens pour les réduire au niveau d'une main d'œuvre servile. Ici, la colonisation précède la conquête : tout territoire acquis est colonisé par les blancs, et une fois cette colonisation assurée, la conquête recommence. En sorte que, pour les colons américains, l'essentiel est la terre, et le bon indien est un indien mort, rappelle Geronimo.

Car l'indien est attaché à sa terre, au point que Geronimo commence par raconter l'origine du monde, avant de se raconter lui-même. La terre est source de vie, de



richesses et bientôt, avec l'arrivée des colons, de mort.

Il y a beaucoup à dire encore de ce petit livre. Mais à bien y réfléchir, masquée au coin par ses origines coloniales, l'histoire des USA, de la mort du peuple indien à la barbarie impérialiste perpétrée au Vietnam ne présente guère de solution de continuité. *Les Mémoires* se lisent facilement, simplement. Pour ceux qui croient encore pouvoir jouer aux Indiens et aux Cow-Boys (comme si on jouait aux patrons et aux exploités), il apporte la preuve qu'un John Wayne n'a pas de problèmes à passer du rôle de Rintintin à celui d'un « Béret Vert ».

De Wounded Knee à Saigon, en passant par Chicago en mai 1886, la bourgeoisie américaine, hier coloniale, aujourd'hui impérialiste, a assuré sa domination sur l'exploitation et le massacre des révoltes en multipliant les charniers. Ce genre d'ouvrage est à mettre entre toutes les mains à commencer par celles des enfants pour qui le « far West » c'est l'histoire de Lucky Luke, et non celle d'un génocide.

Camille NOEL

(1) « Les mythes fondateurs de la Nation Américaine », Maspéro 55 F

(2) « Un siècle de Déshonneurs », 10/18, 12 F

(3) « Les Mémoires » de Geronimo, Maspéro, PB 12 F

Programme télé

MARDI 15 MARS

TF 1

13 h 45 - Restez donc avec nous
17 h 00 - Approche du vivant
18 h 00 - A la bonne heure
18 h 35 - Nounours
18 h 40 - L'île aux enfants
19 h 00 - Jean Pinot, médecin d'aujourd'hui
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Eh bien... raconte !
20 h 00 - TF 1 actualités
20 h 30 - OH ! Archibald !. Comédie
22 h 00 - Titres courants
22 h 10 - Le monde des peintres naïfs
23 h 05 - TF 1 actualités
23 h 20 - Fin des émissions du mardi TF 1

A 2

14 h 05 - Aujourd'hui madame
15 h 05 - À la recherche du Nil
15 h 55 - Aujourd'hui magazine
16 h 30 - Cyclisme : Paris-Nice
16 h 45 - Aujourd'hui magazine (suite)
18 h 35 - Les histoires de l'histoire
18 h 45 - Flash informations
18 h 55 - Des chiffres et des lettres

19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Flash information
19 h 45 - La tirelire
20 h 00 - Le journal
20 h 30 - Les dossiers de l'écran

20 h 30 - Les dossiers de l'écran : Le Baron rouge.
Sujet aujourd'hui : la première guerre dans les airs

18 h 10 - Émissions universitaires régionales

23 h 35 - Les nouvelles
23 h 50 - Fin des émissions du mardi A 2

FR 3

18 h 10 - Émissions universitaires régionales
18 h 45 - FR 3 jeunesse
19 h 05 - Caractères
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Scène de la vie de province
19 h 55 - FR 3 actualités
20 h 00 - Les jeux de 20 heures
20 h 30 - La déesse de feu. Film anglais
22 h 15 - FR 3 actualités
22 h 30 - Fin des émissions du mardi FR 3

2 - LA GÉOTHERMIE :

Par Serge LIVET et Henri FABRE

la terre, chaudière naturelle

Le récent tremblement de terre de Bucarest qui a fait plusieurs centaines de morts a donné une illustration tragique de l'énergie contenue sous l'écorce terrestre. Séismes, volcanisme ont provoqué maintes catastrophes, cette énergie paraissait indomptable et dévastatrice. Une meilleure connaissance de ces phénomènes commence à permettre d'éviter et de limiter les catastrophes dans certains cas, elle permet également de tirer profit de l'énergie contenue dans les entrailles de notre planète. Cette énergie, due à la radioactivité des roches est infiniment supérieure à celle que peuvent fournir le charbon, le gaz ou le pétrole qui ne se renouvellent pas et seront épuisés, au rythme actuel dans quelques dizaines d'années. La géothermie est l'utilisation pour le chauffage de cette énergie pratiquement inépuisable.

De par le monde, un certain nombre de réalisations existent : en Italie la centrale de Larderello (Toscane) produit de l'électricité à partir d'une source de vapeur d'eau : en service depuis 1904, elle produit 3,5 MWH par an avec un prix de revient inférieur aux centrales classiques. En Islande, la moitié des habitants sont chauffés par la géothermie. En Hongrie, 400 forages à des profondeurs de 1 000 à 2 000 m fournissent un débit de 500 000 mètres-cubes par jour d'eau à 60° qui sert en particulier

fage de piscines à Blagnac (près de Toulouse) et à Nogaro (Gers), le chauffage de 2 000 logements de la ZUP de Melun, et le chauffage de la Maison de la Radio.

LA MISE EN PLACE D'UNE INSTALLATION GÉOTHERMIQUE

On fore 2 puits, l'un servant à aspirer l'eau chaude, l'autre à refouler l'eau refroidie après l'utilisation, cette réinjection permet de maintenir la pression d'eau dans la nappe. L'eau chaude géothermique étant en géné-

taquée. On la fait passer dans un échangeur, qui réchauffe un autre circuit chauffant les habitations. Bien entendu, les installations classiques de chauffage central existantes peuvent être raccordées à ce circuit.

UN INVESTISSEMENT ASSEZ ÉLEVÉ MAIS UNE UTILISATION BON MARCHÉ

Le coût de l'installation était jusqu'à la « crise de l'énergie » considéré comme prohibitif, c'est-à-dire trop cher par rapport au mazout. Des études récentes montrent au contraire que l'énergie géothermique, si elle est utilisée pour chauffer un nombre suffisant de locaux, est en fait très bon marché.

En effet, une fois l'installation terminée, la seule dépense énergétique nécessaire est l'électricité pour les pompes de circulation de l'eau dans les différentes canalisations.

Le plus coûteux est de



Un gisement de vapeur d'eau

réaliser le forage, avec des tuyauteries résistant en particulier à la rouille provoquée par l'eau chaude. Mais les techniques de forage sont largement employées pour le pétrole, et pour la géothermie des profondeurs de moins de 3 000 m suffisent.

La comparaison sur le plan économique de l'énergie géothermique avec le chauffage au mazout

apparaît actuellement largement en faveur de la géothermie : pour un coût d'installation environ 40 % supérieur, on a un prix de revient du chauffage 4 fois inférieur. Au total, le chauffage géothermique est amorti en quelques années de fonctionnement.

Le prix d'un doublet de forage (puits d'aspiration et puits de réinjection) est de 6 à 7 millions, ce

qui fait un prix de l'installation géothermique de 4 000 F par logement pour un ensemble de 2 500 logements, chiffre tout à fait raisonnable compte tenu de l'économie réalisée par la suite pour l'ensemble du pays. De plus, le coût de l'installation géothermique baisse dès que les forages sont multipliés grâce à la standardisation du matériel nécessaire.

INTERVIEW DE J. VARET

DIRECTEUR DU DÉPARTEMENT GÉOTHERMIE DU BUREAU DE RECHERCHE GÉOLOGIQUE ET MINIERE

- QdP : Quelles sont les conditions pour que l'exploitation de l'énergie géothermique soit possible ?

On peut distinguer deux types principaux de géothermie : géothermie dite de bassin, qui donne une géothermie de basse énergie, et la géothermie liée aux zones de séismes, la géothermie de haute énergie. Pour exploiter la géothermie, il ne suffit pas d'avoir une source de chaleur. Il faut avoir un réservoir poreux où des fluides peuvent circuler, et en plus une couverture pour éviter une déperdition de la chaleur vers la surface. L'échange géothermique de type bassin suppose une couche géologique poreuse et une profondeur de 1 500 m à 2 000 m. Donc le géologue chargé de la prospection cherchera des formations géologiques susceptibles de contenir des nappes d'eau chaude à ces profondeurs-là. Du point de vue de la haute-énergie ce qu'on va rechercher, c'est une formation poreuse avec une recharge naturelle d'eau et une source de chaleur à proximité de la surface.

- QdP : En France, où peut-on trouver des nappes d'eau chaude ?

Si on regarde la carte de

la France, on peut se rendre compte qu'on a un certain nombre de bassins qui sont des bassins sédimentaires : bassin parisien, bassin aquitain, l'Alsace, la Limagne, couloir Rhodanien, Provence et Languedoc. Ces bassins sont formés de succession de strates sédimentaires dont certaines sont perméables et à une profondeur suffisante pour que les températures atteintes soient exploitables. Le BRGM a établi des cartes qui indiquent les réservoirs et leurs températures. On voit que l'Est et le Sud du bassin parisien sont des zones qu'on peut exploiter. Pour le bassin aquitain, les nappes sont d'extension moins grande, mais elles sont plus nombreuses. Dans la région de Pau, Toulouse... il y a des nappes exploitables. Même chose pour l'Alsace qui est certainement la zone où on a les températures les plus fortes et la Limagne. En Alsace on peut atteindre une température de l'ordre de 130°, à des profondeurs de l'ordre de 1 000 m.

- QdP : Les ressources à haute énergie, il semble qu'il n'en existe pas en France ?

Elles n'ont pas été tellement étudiées. Le Massif Central a fait l'objet d'études académiques, mais il n'y a pas eu d'études appliquées dans un but géothermique. On sait qu'on

a pas de site comparable à celui de Larderello en Italie, il n'est pas impossible qu'on puisse y trouver des nappes d'eau surchauffées. La « basse énergie » ce sont des eaux au-dessous du point d'ébullition qui ne peuvent être utilisées que pour le chauffage, par contre en haute énergie on atteint des températures de l'ordre de 150° à 300° qui permettent lors des forages d'avoir un débit non pas d'eau chaude, mais soit un débit de vapeur sèche, soit de mélange eau-vapeur, qui permet de produire de l'électricité avec une turbine, à un coût très bas.

En France, sur le plan haute énergie, il n'est pas impossible qu'il y ait des ressources dans le Massif Central mais les recherches n'ont pas encore été faites pour permettre de l'affirmer. Il est essentiel de faire ce genre de recherches.

- QdP : Dans le cas où il n'y a pas de nappe, mais où existent des roches très chaudes, serait-il possible d'exploiter cette énergie ?

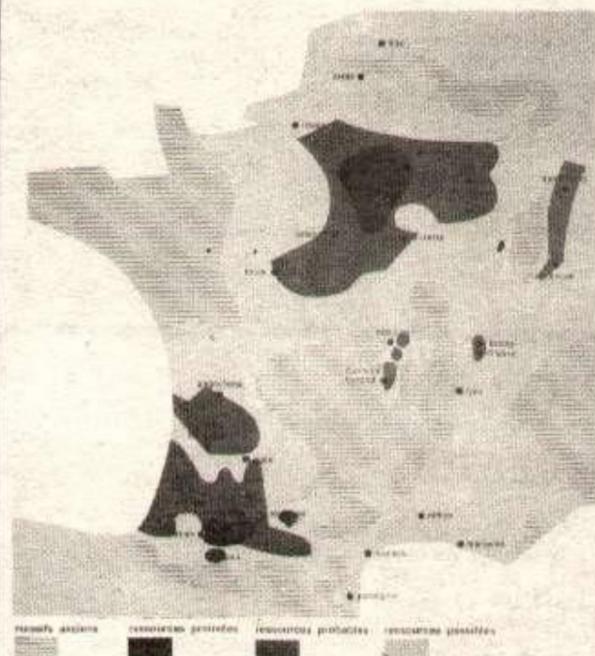
Oui, dans ce cas il s'agirait de fracturer les roches chaudes, d'y faire circuler un fluide et de le récupérer en circuit fermé éventuellement pour faire tourner des turbines. C'est un projet qui n'a pas encore vu le jour, les Américains ont développé ce genre de

projet. Il n'y a encore aucune installation qui fonctionne pour l'avenir. Le problème c'est celui de la fracturation des roches en profondeur, on peut utiliser pour ça des explosifs nucléaires ou des procédés plus propres de type hydrofracturation pour lesquels les compagnies pétrolières ont des connaissances, ce sont des choses qui ne sont pas développées et actuellement on n'a pas de programme de recherches dans ce domaine. Le Massif Central pourrait plus probablement receler ce type d'énergie, puisqu'on a un volcanisme qui perce directement dans un socle où il n'y a pas de nappes d'eau.

- QdP : La géothermie représente donc en France un potentiel énergétique important.

Pour chiffrer ce potentiel on peut dire que la plupart des villes, beaucoup de l'agriculture de serre, pourrait utiliser la géothermie plutôt que le chauffage au fuel ou le chauffage au charbon ou le chauffage électrique. En toute logique c'est possible.

Mais pour la bonne utilisation des ressources géothermiques dont on peut considérer qu'elle sont pratiquement illimitées, il serait nécessaire de modifier la politique de l'habitat et de l'industrie en fonction des ressources.



Évaluation des ressources géothermiques fin 75

pour le chauffage des serres et des piscines. En France, la première expérience date de 1962 ; les réalisations actuellement en service sont le chauffage de piscines à Blagnac (près de Toulouse) et à Nogaro (Gers), le chauffage de 2 000 logements de la ZUP de Melun, et le chauffage de la Maison de la Radio.

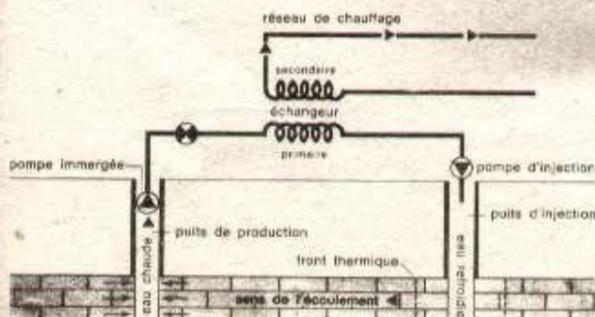


Schéma d'une installation de chauffage géothermique